

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE EN BULGARIE

THESE POUR LE DOCTORAT

ès-Sciences Politiques

présentée et soutenue le 2 juin 1923, à 14 heures 30

par N. D. NICOLAEV

Président : M. ALLIX, professeur
Suffragants } M. RIST, professeur
 } M. NOGARO, professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1923

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE EN BULGARIE

THESE POUR LE DOCTORAT

ès-Sciences Politiques

présentée et soutenue le 2 juin 1923, à 14 heures 30

par **N. D. NICOLAEV**

Président : M. ALLIX, professeur
Suffragants { M. RIST, professeur
 { M. NOGARO, professeur

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

1923



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE EN BULGARIE

Avant-propos

Autrefois, quand l'humanité traversait la période heureuse du premier âge, la vie réelle demeurait étroitement liée au domaine des rêves enchantés. Les dieux n'avaient alors d'autre souci que de suivre les gens durant leur vie et de les protéger dans leurs malheurs. Quand les querelles, le désordre et les crimes menaçaient d'un désastre certains peuples, les dieux bienfaisants leur envoyaient de grands législateurs. Des lois, inspirées par la divine sagesse, étaient données à ces peuples et à l'instant de véritables miracles se produisaient : le désordre ne régnait plus ; les crimes disparaissaient ; les malheurs se dispersaient devant les rayons des toutes-puissantes lois.

Les traces profondes de cette conception sont demeurées pendant des siècles dans l'esprit humain. Elles se reflètent dans les théories de l'école du droit de la nature et du droit des gens, et sur toutes les conceptions rationalistes du droit.

L'école historique, au commencement du XIX^e siècle, a essayé de prouver que le droit n'est ni un pro-

duit de la raison pure, ni une création arbitraire du législateur.

Les exagérations de l'école historique sont connues ; celle-ci voulait réduire le rôle du législateur à la simple constatation du droit provenant de la conscience commune du peuple, sorte d'entité abstraite, résumant les désirs, les besoins, les aspirations de tous (1).

Cependant aujourd'hui, quand on étudie une institution du droit positif, il est impossible de l'envisager uniquement comme produit de l'inspiration et de la réflexion du législateur. Les conditions historiques, naturelles et sociales du pays et de l'époque posent leur empreinte sur la physionomie des institutions juridiques. Pour comprendre ces dernières il faut tenir compte de toutes les manifestations de la vie sociale qu'elles règlent.

D'autre part, il n'est plus permis d'apprécier les règles du droit positif en se plaçant seulement au point de vue du droit idéal, de ce « type de la justice suprême, immuable, universelle, auquel l'homme aspire, comme il aspire à celui de la souveraine beauté dans les arts et la littérature » dont nous parle un des représentants de l'école du droit naturel, M. Oudot (2). Il est vrai que ce principe di-

1. CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit civil, 3^e édit., 1912, pp. 5-10.

2. OUDOT. — Premiers essais de philosophie du droit. Paris, 1846, p. 64.

recteur existe, mais il n'est pas le seul qui dictera au législateur les solutions positives.

Avant d'aborder notre sujet, nous avons cru nécessaire de rappeler ici ces idées générales. Quand on parle d'une mesure législative si nouvelle et, dans un certain sens, si exclusive, comme est la loi du travail obligatoire en Bulgarie on est obligé de se rendre bien compte de la base sur laquelle on se place pour envisager et apprécier l'institution.

Le système du travail obligatoire soulève une série de graves questions au point de vue juridique, économique, social et politique. Pendant notre siècle partout en Europe, on se fait, sur toutes les manifestations de la vie des peuples, des idées plus ou moins claires, précises et bien étudiées. Comment l'institution que la Bulgarie introduit dans sa vie d'un seul coup, peut-elle cadrer avec les données que la science nous fournit sur l'évolution dans les différents domaines de la vie sociale ? Entre les deux pôles opposés — l'individualisme et le collectivisme — quel est le rôle joué par le nouveau système essayé en Bulgarie ?

Naturellement pour répondre à toutes ces questions il faut bien connaître ce qu'est le travail obligatoire en pratique et ce qu'il peut être dans l'avenir. Malheureusement, l'institution étant tout à fait nouvelle et vu les conditions dans lesquelles, nous avons travaillé, les données sur la mise en pratique que nous avons eues sous les yeux n'étaient pas d'une abondance suffisante.

La présente étude était presque terminée quand

nous avons connu l'excellent rapport de M. Max Lazard, publié par le Bureau International du Travail, en octobre 1922 (1).

D'une part, nous regrettons beaucoup de ne pas avoir eu plus tôt connaissance des riches renseignements sur le milieu, sur la législation et sur la mise en œuvre du système, fournis par l'observateur expérimenté qu'est M. Max Lazard ; les conclusions sur la valeur sociale et économique du travail obligatoire, faites par un spécialiste aussi compétent, nous auraient certainement rendu un grand service. Mais, d'autre part, avouons-le, nous nous félicitons de n'avoir connu le livre de M. Lazard qu'un peu plus tard ; nous nous serions trouvés exposés au grand danger de rester sous l'influence constante d'un auteur si concluant par ses qualités d'impartialité, d'observation et d'érudition.

M. Lazard a fait son enquête en Bulgarie durant le mois d'avril 1922, à l'époque même pendant laquelle nous préparions une partie de notre étude.

Ayant quitté notre pays depuis l'été de 1921, nous n'avons pu avoir sous la main les données qui sont exposées par M. Lazard. Néanmoins certaines de nos conclusions ne diffèrent pas sensiblement de celles de M. Lazard : cela nous donne le droit de penser que nous ne sommes pas très éloignés de la bonne voie.

1. MAX LAZARD. — Le service obligatoire du travail en Bulgarie. Genève 1922.

Cependant, il nous semble que certaines conclusions de M. Lazard peuvent être discutées.

Par exemple, il indique comme caractéristique du milieu où le système du travail obligatoire était créé « l'habitude des Bulgares à fournir à l'Etat ou aux communes certaines prestations de travail » (1) et il nous rappelle la corvée turque (*angaria*) et les prestations de routes. La même idée était lancée par d'autres auteurs, notamment, par M. Pétkow (2).

Nous ne pensons pas qu'on puisse parler des habitudes dans ce domaine. La corvée existait autrefois en France aussi ; les prestations communales des routes en Bulgarie ne diffèrent pas sensiblement des mêmes prestations en France ; néanmoins personne n'affirmera qu'en France on a l'habitude de fournir certaines prestations en nature. Nous sommes convaincu que c'est une habitude qu'on prend très difficilement et qu'on perd vite. Sur ce point il nous semble que les mots de Thiers, prononcés en 1848, restent toujours vrais : « On peut dire à l'homme : Meurs pour la Patrie ; mais dites lui de tisser du fil ou de forger du fer pour la patrie et vous verrez comment il l'exécutera », ou comme le disait avec plus d'énergie Prudhon : « L'homme peut aimer son semblable jusqu'à mourir, il ne l'aime pas jusqu'à travailler pour lui ».

En lien étroit avec la question du travail obliga-

1. MAX LAZARD. — Op. cit. p. 14.

2. P. PETROW. — Une loi nouvelle sur la conscription du travail. *Revue d'Economie politique*, mars-avril 1921.

toire, M. Lazard découvre un autre trait caractéristique du milieu, dans le fait que l'appareil militaire d'avant-guerre était pesant et coûteux (1). La remarque est juste. Un peu plus loin (2) l'auteur la complète avec l'indication de la rupture de l'équilibre professionnel causée par l'interdiction, pour la Bulgarie, de posséder une armée permanente. Cependant, ce qui est plus important, d'après nous, c'est que le système de volontariat introduit en Bulgarie par le traité de Neuilly coûte encore plus cher, sans présenter aucune garantie pour l'indépendance du pays. Voilà la circonstance qui a exercé son influence sur notre institution.

Mais ce qui nous paraît surtout discutable, c'est la conclusion de l'auteur sur la possibilité d'introduire le travail obligatoire dans les autres pays. Il dit notamment : « Envisagé au point de vue qualitatif, le service obligatoire de travail se justifiera dans les pays ayant une organisation économique analogue à celle de la Bulgarie, c'est à dire dans les pays à économie monétaire peu développée, ayant un grand besoin d'ouvrages d'intérêt public, et ne comptant qu'une faible proportion de travailleurs salariés » (3).

M. Lazard pense donc que le travail obligatoire se justifie « surtout par les circonstances économiques

1. MAX LAZARD. — Op. cit., p. 15.

2 — MAX LAZARD. — Op. cit., p. 17.

3. MAX LAZARD. — Op. cit., p. 119.

et politiques propres à la Bulgarie » (1). Quant à nous, nous savons que ces conditions « propres à la Bulgarie » sont dans la même mesure propres presque à tous les pays d'Europe Orientale (la Russie, la Turquie, la Roumanie, la Grèce, la Yougoslavie). La vie politique et économique de la Bulgarie, dans les grandes lignes de son évolution, ne diffère pas sensiblement de la vie d'aucun de ces pays.

Ce qui est vraiment propre à la Bulgarie, c'est la crise profonde, à la fois économique, politique et morale, causée par la manière dont la guerre a été liquidée pour ce pays. Les germes du travail obligatoire se trouvent dans les clauses du traité de Neuilly.

Si l'on envisage la question à ce point de vue, on comprendra qu'il est inutile de considérer le travail obligatoire comme « exemple offert aux autres pays » et que même en Bulgarie le travail obligatoire ne durera qu'autant que la crise créée par les conditions de la paix.

*
* *

Nous avons déjà étudié les traits les plus essentiels du travail obligatoire dans un article qui a paru dans la Revue Politique et Parlementaire de Janvier 1923 N° 338, p. 56-73.

En reprenant la même question, dont notre article ne représentait que le résumé de certains points, nous avons voulu développer dans le présent ouvrage l'exposé des traits caractéristiques de l'institu-

tion et nous avons surtout essayé d'apprécier, d'ailleurs d'une manière très sommaire, le travail obligatoire au point de vue juridique, économique, social et politique.

1. MAX LAZARD. — Op cit., p. 118.

I. — LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE EN BULGARIE AU MOMENT DU VOTE DE LA LOI SUR LE TRAVAIL OBLIGATOIRE.

La Bulgarie n'était, jusqu'en 1879, qu'une province turque. Naturellement elle se trouvait dans des conditions qui étaient loin de favoriser son développement politique, économique et culturel.

D'abord, ce qui empêchait le relèvement rapide du peuple bulgare, c'était la situation géographique du pays. Située à proximité de la capitale de l'empire ottoman et isolée du monde européen par une série de provinces turques, notamment la Grèce, la Serbie et la Roumanie, qui n'acquérèrent leur indépendance qu'au cours du xix^e siècle, la Bulgarie ne pouvait subir que tardivement l'influence des grands événements économiques et politiques qui caractérisent la vie des pays européens pendant le siècle dernier.

D'autre part, en même temps que la domination politique turque, les Bulgares subirent la domination culturelle et religieuse de l'église grecque. Pendant le XV^e siècle les Turcs mirent fin à l'existence de l'église indépendante bulgare ; les Bulgares se trouvèrent alors sous la domination ecclésiasti-

que du patriarche grec. La langue bulgare fut remplacée dans les églises par la langue grecque ; les écoles et les livres bulgares peu à peu disparurent, et les écoles grecques apparurent partout en Bulgarie. Dans les villes, avec la langue et la littérature nationales, disparut également la conscience nationale bulgare. Seuls les paysans pauvres et non instruits conservèrent leur langue et leur conscience nationales.

Dans ces conditions, la renaissance bulgare porte l'empreinte de quelque chose d'inattendu et de spontané. Les premières étincelles sont jetées par un simple moine, le Père Païssy qui, en 1762, écrit en langue bulgare une petite histoire du peuple bulgare, imprégnée d'un sentiment du plus noble patriotisme. Ce petit livre est lu, relu et copié dans toutes les villes et dans tous les villages qui sont visités par l'enthousiaste Père Païssy. En peu de temps le feu sacré de la conscience nationale brille dans tout le pays qui se trouve entre le Danube et la mer Egée, entre la mer Noire et les montagnes d'Albanie. Vers 1850, la lutte contre la domination ecclésiastique du patriarche grec est déchaînée partout : les villes et les villages protestent devant le gouvernement turc ; ils chassent les évêques et les prêtres grecs et envoient à Constantinople des délégués qui dirigent la lutte. En 1870, les bulgares triomphent ; leur église indépendante et nationale est restaurée par le gouvernement turc.

En même temps, les émigrés bulgares qui se sont réfugiés surtout en Roumanie, commencent à pré-

parer la lutte contre la domination politique turque. Le mouvement se fait sentir déjà vers 1860, mais il ne groupe les grandes forces nationales qu'après 1870. L'insurrection bulgare de 1876 et les horreurs qui ont accompagné son étouffement par les Turcs, la guerre russo-turque de 1877-1878 et la création de la principauté bulgare, tels furent les grands épisodes de cette lutte.

Le nouvel état bulgare se trouve dès le premier jour de sa naissance devant des tâches très lourdes à remplir : organisation et relèvement économique du pays, reconstitution de l'unité de la nation démembrée par le Congrès de Berlin, toutes ces occupations marquent de leur empreinte la vie du pays.

En 1885, les bulgares proclament la réunion à la principauté de Bulgarie de la Bulgarie du Sud, constituée par le Congrès de Berlin en province autonome sous le nom de Roumélie Orientale. La Serbie, sous prétexte de défendre « l'équilibre balkanique » attaquait, la même année, la Bulgarie, mais par suite des victoires remportées par les bulgares, la guerre prit fin après quelques semaines. Le premier prince bulgare, Alexandre de Battenberg, sous l'influence des intrigues russes fut obligé d'abdiquer (1886). Le nouveau prince, Ferdinand I^{er}, intelligent et ambitieux, dirige la Bulgarie, proclamée en royaume indépendant le 5 octobre 1908, d'une manière peu constitutionnelle. Il a des succès diplomatiques jusqu'à 1912, mais dans les grands événements de 1912 à 1918 sa politique personnelle conduit le pays

vers les grandes catastrophes militaires et politiques.

*
* *

Pendant trente ans environ de vie indépendante, la Bulgarie réalise un progrès remarquable dans tous les domaines de la vie économique et sociale.

L'évolution économique du pays se manifeste sensiblement vers le commencement du XX^e siècle. C'est une évolution très rapide qui présente un certain intérêt pour l'économiste, mais nous ne pouvons la poursuivre ici que dans ses plus grandes lignes.

Vers 1850 la Bulgarie n'est qu'un pays de l'économie domestique fermée. La plus grande partie de la population, les paysans, vit et satisfait aux besoins de son ménage par ses propres produits, sans presque recourir à l'échange. La population urbaine n'exerce qu'une activité économique restreinte. La grande révolution industrielle qui se produisit sur le continent européen vers le commencement du XIX siècle commence à exercer son influence sur la vie économique de la péninsule balkanique relativement tard. Ce n'est qu'après 1900, que la vie économique de la Bulgarie commence à prendre un aspect européen.

La répartition professionnelle de la population active en Bulgarie pendant 1905 est la suivante : agriculture 82,6 0/0, industrie ou commerce 10,9 0/0, domestiques, aides dans le ménage 2,4 0/0, armée, administration, professions libérales 4,1 0/0 (1).

1. D'après *K. G. Popoff*. — La Bulgarie économique 1879-1911.

Eminemment agricole, la Bulgarie reste cependant le pays de la propriété rurale parcellaire. En 1908 la terre cultivée représentant 3.544.685 hectares était répartie entre 638.796 propriétaires dont la plupart, 401,687 possédaient moins de 5 hectares, notamment :

64.409 propriétaires possédaient moins de 0,5 Ha

55.011 propriétaires possédaient moins de 0,5 à 1 Ha

166.185 propriétaires possédaient moins de 1 à 3 Ha

116.262 propriétaires possédaient moins de 3 à 5 Ha

Le nombre des propriétaires possédant plus de 100 hectares de terre de culture n'était que de 649 ; après 1913, par suite de l'annexion de la Dobroudja du Sud par la Roumanie, le nombre des propriétés au dessus de 100 hectares ne reste guère que de 220 en territoire bulgare.

Un tel démembrement de la propriété agricole n'est pas favorable aux perfectionnements des procédés techniques de l'agriculture. Néanmoins, on aperçoit une amélioration sensible dans ce domaine grâce aux coopératives et au concours de l'Etat. Ainsi, par exemple, le nombre des charrues, qui s'élevait à 18.700 en 1893, atteint le chiffre de 160.000 en 1915 et les autres machines agricoles, qui faisaient presque complètement défaut en 1887 sont au nombre de 136.780 en 1917 (1.480 semeuses, 12.200 moissonneuses, 2.100 batteuses, 96.000 vanneuses, 25.000 faucheuses, ramasseuses et autres instruments agricoles). Les machines agricoles n'avaient donné lieu en 1892 qu'à une importation de 251 tonnes, valeur : 226.000 francs, tan-

dis que vingt ans après, en 1912, ces chiffres s'élevaient à 5.210 tonnes et 4.745.000 francs.

La répartition du sol entre les différentes cultures est aussi un signe du développement intense de l'agriculture. Les prairies artificielles, qui n'existaient presque pas en 1887, occupent vers 1912 une superficie assez considérable (environ 6.000 hectares). Beaucoup de plantes industrielles sont cultivées, en particulier le tabac, dont l'importance, il y a peu de temps encore, était négligeable (4.879 hectares avec 34.500 quintaux de production en 1908 et 32.431 hectares avec 175.000 quintaux de production en 1918). Mais ce sont toujours les céréales qui constituent la plus grande richesse du pays (2.524.000 hectares en 1911 — 75,9 0/0 de la surface totale ensemencée, avec une production de 26.720.385 quintaux).

L'industrie en Bulgarie sous la domination turque existe sous forme d'une petite industrie locale traditionnelle et elle est ruinée par la concurrence européenne pendant les premières années après la libération.

L'industrie moderne bulgare prend naissance vers 1890. A travers de grandes difficultés, mais avec une constance remarquable, largement soutenue par l'Etat, elle réalise un progrès manifeste. Voici quelques chiffres :

	1894	1912
Nombre d'établissements industriels.....	72	389
Capital engagé en millions de léva.....	10	94
Nombre d'ouvriers	3,000	15,000
Force motrice en HP.....	2,000	22,400
Production annuelle en millions de léva.....	20	116

Le commerce bulgare suit fidèlement de près le développement de l'agriculture et de l'industrie et progresse de la manière suivante :

MOYENNE ANNUELLE	EXPORTATION		IMPORTATION	
	En millions de tonnes	En millions de leva	En millions de tonnes	En millions de leva
1880—1887	?	50,9	?	39,4
1887—1900	196,1	74,9	522,1	70,8
1900—1905	237,5	25,0	702,6	120,0
1905—1910	414,1	140,2	609,4	118,6
1910—1915	457,2	183,3	611,6	139,6

Les moyens de communication se sont développés dans de très fortes proportions. La longueur des chemins vicinaux est passée de 400 kilomètres en 1887 à 2.500 kilomètres en 1912. Les routes nationales en 1911 ont une longueur totale de 6.420 kilomètres. Le réseau de chemins de fer est passé de quelques centaines de kilomètres en 1879 à 1948 kilomètres en 1921.

Ces brèves indications suffisent, nous semble-t-il, pour nous rendre compte sur le caractère de l'évolu-

tion économique de la Bulgarie pendant la période entre 1879 — le commencement de sa vie indépendante et 1912 — la guerre balkanique. Le pays s'affranchit vite des formes économiques primitives et s'approche — sans les avoir définitivement adoptées — des formes et de l'intensité de la vie économique des pays européens (1).

Le développement économique du pays ne peut rester sans influence sur l'aspect général de sa vie sociale. C'est notamment vers 1900 qu'on aperçoit les effets sociaux des transformations de la vie bulgare. Comme premier résultat on peut indiquer la différenciation de la population et plus spécialement de la classe urbaine.

Les villes bulgares n'étaient, sous la domination turque, que de grands villages où les paysans et les artisans locaux se rencontraient périodiquement pour échanger les produits de leur travail. Le citadin, artisan ou petit commerçant, ne se distinguait sensiblement du paysan ni par ses besoins, ni par ses goûts, ni par sa manière de vivre. Vers 1900, certaines villes bulgares commencent à prendre l'aspect des villes européennes ; parmi la population urbaine on dis-

1. — Les chiffres que nous donnons ici à titre d'exemple pour mieux illustrer le développement économique du pays, sont empruntés au numéro spécial de « La Vie Technique et Industrielle » consacré à la Bulgarie, mars 1921, au livre de M. L. *Lammeche* « La Bulgarie » Paris, 923 et surtout au livre de M. K. *Papoff* « La Bulgarie économique, 1879-1911 ».

tingue les groupes différents des industriels, des commerçants, des fonctionnaires, des professions libérales, etc. A côté de cette classe « bourgeoise » qui a sa propre physionomie peu distincte de la physionomie de la bourgeoisie européenne, dans les villes une autre classe commence à se former ; elle est constituée par des artisans, représentant les anciennes corporations (esnaf) ruinées par la concurrence de l'industrie européenne, par de petits commerçants qui n'ont pu encore s'adapter aux formes nouvelles de la vie économique et enfin par les ouvriers des établissements de l'industrie bulgare naissante. Cette seconde classe va fournir les premiers cadres du parti socialiste en Bulgarie.

Dans les villages, les paysans commencent à se sentir de plus en plus éloignés des citadins qui ont complètement abandonné l'ancien mode de vie. Propriétaires de leurs terres, affranchis de plus en plus de l'influence économique de la ville par la bonne organisation du crédit agricole et par les créations des coopératives, les paysans bulgares commencent à s'organiser non seulement comme unité économique, mais aussi comme unité sociale et politique.

Le développement de l'instruction est une des manifestations les plus marquantes des transformations profondes survenues dans la vie sociale. Ce pays où, vers 1850, les écoles n'existaient presque pas, est couvert, vers la fin du xix^e siècle, d'une quantité d'écoles dont le nombre en 1908 s'élève à 3.352 écoles primaires avec 361.500 élèves âgés de 7 à 14 ans ; 277 cours supérieurs d'écoles primaires avec 6.187 élèves ; 24

gymnases avec 17.603 élèves ; 9 écoles normales d'instituteurs avec 3.665 élèves ; 1.209 écoles privées avec 65.925 élèves.

Le nombre des personnes sachant lire et écrire varie de la manière suivante :

en 1887	17,06 %	hommes	4,12 %	femmes	10,71 %	total
en 1892	24,31 %	hommes	6,57 %	femmes	16,63 %	total
en 1900	36,03 %	hommes	11,27 %	femmes	23,87 %	total
en 1905	40,66 %	hommes	14,67 %	femmes	27,91 %	total

En 1908, sur 100 habitants âgés de sept à trente-cinq ans, savent lire et écrire : 61,65 0/0 hommes et 25,80 0/0 femmes, 43,89 0/0 au total ; la même année savent lire et écrire : hommes 32 0/0, femmes 4,61 0/0, au total 18,92 0/0 (1).

En même temps que tous ces changements, la vie politique modifie essentiellement son caractère. La période de la libération de la Bulgarie jusqu'en 1900 est une période de luttes acharnées sur la création et la stabilisation de la Constitution, de la garantie des libertés proclamées par la Constitution, et enfin sur les grandes questions de la politique internationale.

Vers 1900, les questions politiques commencent à être traitées avec plus de compétence, avec plus d'expérience et avec moins d'ardeur et de passion. D'ailleurs, les plus graves questions politiques sont en

1. — Les données sur l'instruction publique sont empruntées au livre de M. *Tadjer* : Exposé sur l'activité du Ministère Bulgare de l'Instruction Publique, Sofia, 1910.

voie d'être résolues d'une manière satisfaisante.

Les partis politiques qui dirigent la nation sont exclusivement des partis « bourgeois », soutenus par les diverses classes de la ville et aussi par les paysans. Mais pendant cette période paraissent, d'un côté le mouvement socialiste qui tend à grouper les ouvriers et les artisans appauvris, et, de l'autre, le mouvement agrarien qui se propose de rassembler les paysans dans un parti unique. Les luttes politiques perdent leur caractère d'attaques personnelles et prennent de plus en plus le caractère d'une discussion de principes.

*
**

Le rapide progrès réalisé par la Bulgarie pendant la première trentaine d'années de sa vie indépendante prend fin avec les grands événements politiques et militaires qui se produisent dans les Balkans et, un peu plus tard dans l'Europe entière. La période de 1912 à 1918 est une période de guerres auxquelles la Bulgarie prend une part très active. Les événements sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici.

L'alliance des nations balkaniques (Bulgarie, Serbie, Grèce et Monténégro), la guerre contre la Turquie déclarée en 1912, les premières grandes victoires remportées par les alliés, le refus des Serbes et des Grecs d'exécuter les clauses des traités concernant le partage des territoires libérés et occupés par les troupes serbes et grecques, pendant que les Bulgares brisent la résistance turque devant Tchataldja et An-

drinople, la guerre de la Bulgarie contre ses alliés, l'intervention de la Roumanie et de la Turquie contre la Bulgarie, et enfin la paix de Bucarest par laquelle la Bulgarie est privée non seulement des résultats de son effort militaire et de ses énormes sacrifices, mais encore de ses propres territoires de Dobroudja, tout cela tombe en 1913 comme un poids trop lourd sur l'âme bulgare. La première catastrophe nationale attriste profondément le peuple bulgare, mais elle ne réussit cependant pas à tuer ses espérances.

En 1914, la grand guerre éclate. Jusqu'en 1915 la Bulgarie reste neutre, pour se jeter ensuite dans la lutte contre les Serbes et... contre le monde entier. L'Etat psychologique du peuple bulgare après 1913, la propagande allemande dirigée avec beaucoup de succès, la négligence envers la Bulgarie du côté des politiciens de l'Entente qui, naturellement, ne voulaient pas sacrifier les intérêts de leur alliée la Serbie pour satisfaire aux revendications bulgares, tout ceci explique suffisamment la résolution du gouvernement bulgare, résolution qui nous apparaît aujourd'hui comme une grave erreur politique.

La participation de la Bulgarie à la guerre mondiale aux côtés des Allemands et des Turcs, qui a provoqué tant de désillusions et, ce qui est plus grave, tant de pertes inutiles et tant de dommages irréparables, soulève une série de questions de première importance, aujourd'hui, alors que les sentiments cèdent peu à peu aux réflexions mûres. On se demande si vraiment la constitution la plus démocratique qui a jamais existé suffit pour garantir à un peuple la

possibilité d'être gouverné selon sa propre volonté. On se demande quelle garantie d'ordre constitutionnel il faut créer encore pour empêcher les politiciens ambitieux et sans scrupules de mener le peuple contre ses sentiments et contre sa volonté dans le chemin des désastres et de la ruine.

Comme le dit M. Ivanov : « le seul stimulant qui
« soutenait l'ardeur du soldat bulgare, ce fut la pers-
« pective de reprendre la Macédoine que l'iniquité
« commise à Bucarest en 1913 avait ravie à la Bul-
« garie. Mais la Macédoine une fois occupée, l'armée
« fut reprise par son antipathie pour l'alliance con-
« tre nature dans laquelle les Allemands et les Turcs
« figuraient comme alliés et les Russes comme enne-
« mis. La nécessité où se vit le soldat bulgare de
« combattre sur le front macédonien contre quatre
« grandes nations européennes qu'il avait toujours
« considérées comme les protectrices de son pays, le
« jeta dans une violente crise morale. Cette crise se
« transforma en une révolte latente, lorsque les jour-
« naux de Sofia eurent publié les quatorze points du
« message de M. Wilson. »

En Juillet 1918, le ministère Radoslavov fut obligé de se retirer du pouvoir. M. Malinov qui lui succéda se proposait de liquider la guerre. Les événements de Septembre 1918 avancèrent la réalisation des intentions du gouvernement. L'armistice signé à Salonique fut accueilli avec satisfaction par le peuple ; il permettait d'espérer que les questions balkaniques seraient réglées suivant les principes de la justice. Les deux cabinets « ententophiles » de MM. Malinov et

Théodorov qui se succédèrent pendant cette période, firent tout pour que cette espérance se transformât en une certitude.

Cependant le traité de paix, signé à Neuilly -sur-Seine le 27 novembre 1919, provoqua une désolation profonde dans tous les milieux bulgares. Les principes de M. Wilson étaient abandonnés et le peuple bulgare était puni avec une sévérité qui dépassait les prévisions les plus pessimistes.

Les « ententophiles » Malinov et Théodorov, l'un chef du parti démocratique et l'autre du parti populiste, perdirent la confiance des masses désillusionnées. Le peuple, stupéfié et désolé, se groupa dans les villes autour des communistes et dans les villages, autour des agrariens de M. Stamboliïsky qui était déjà le chef du gouvernement.

Le parti de « l'union des Agriculteurs » (Zemledelsky Seuyous) fondé depuis une vingtaine d'années par un groupe de maîtres d'écoles et de petits fonctionnaires ruraux, rassembla la grande majorité des paysans bulgares. Avant et même pendant la guerre, ce parti mena une lutte acharnée contre le « régime personnel » de l'ancien roi Ferdinand. Les doctrines de ce parti restent néanmoins toujours sombres et un peu contradictoires. Il professe, tantôt les principes d'un gouvernement ultra-démocratique, tantôt ceux d'une « dictature des paysans ». L'action de ce parti offre certains points de contact avec les méthodes communistes. L'opposition du village aux villes, l'apologie des producteurs-paysans, le mépris des gens des villes, des commerçants, des intellectuels,

voilà le thème ordinaire des orateurs de ce parti.

Dès le premier jour de son arrivée au pouvoir, le parti agraire se trouva devant une foule de problèmes extrêmement difficiles à résoudre. Le gouvernement, avec son chef M. Stamboliïsky, entreprit son œuvre avec une énergie remarquable mais avec une grande présomption.

Sa première tâche fut de stabiliser sa situation dans le pays. Le communisme, immédiatement après la guerre, avait gagné des adhérents dans les villes et même dans les villages parmi les paysans pauvres. M. Stamboliïsky lutta contre le communisme et, après quelques mois, ce danger, au moins en apparence, n'existait plus en Bulgarie. Il est vrai que l'exemple donné par la Hongrie et les événements qui se passaient en 1919 en Russie aidèrent largement le gouvernement.

Après cela, M. Stamboliïsky s'engagea dans une lutte contre les « partis de ville » et surtout contre les partis démocratique et populiste qui avaient de nombreux adhérents dans les milieux intellectuels et financiers, et même dans les villages parmi les éléments les plus conservateurs. Le gouvernement profita des procès intentés contre les « coupables de la guerre » pour anéantir ses adversaires politiques. Des mesures législatives furent prises pour remplacer le commerce libre par l'activité d'associations spéciales de producteurs et de consommateurs, protégés par l'Etat. Enfin, les capitaux mobiliers furent soumis à des charges financières énormes. Toutes ces mesures provoquèrent une véritable crise dans le

pays : les capitaux s'enfuyaient à l'étranger, l'industrie et le commerce se trouvaient en présence de nouvelles difficultés à côté de celles créées par la guerre.

D'autre part, les paysans, enrichis par l'enchérissement des produits agricoles, sont systématiquement favorisés par le gouvernement de M.Stamboliïsky. Par exemple, l'impôt foncier qui pèse uniquement sur la population agricole, en 1911 a donné 17.330.000 léva sur un total des recettes budgétaires de 198.795.000 léva, tandis que pendant 1920-1921, le même impôt ne donna que 28.238.000 léva sur un total des recettes budgétaires de 2.842.119.000 léva. A partir du budget de 1922-23, l'impôt foncier est rayé du budget de l'Etat (1).

En même temps la population urbaine traversait une crise pénible : plusieurs milliers de personnes occupées jusqu'alors dans l'armée dissoute ou dans les provinces détachées de la Bulgarie devaient trouver un autre emploi ; des dizaines de milliers de réfugiés macédoniens, thraciens et dobroudgiens, cherchaient à s'installer dans le pays. Des troubles d'ordre moral, des troubles d'ordre économique — la très dure crise des logements suffit seule à donner une idée de la vie difficile — caractérisent les conditions de vie dans les villes.

La politique extérieure de M. Stamboliïsky se propose de rétablir les bonnes relations d'avant-guerre de la Bulgarie avec ses voisins et avec les puissances

1. Cf : M. HEROIN. — Les impôts directs en Bulgarie depuis l'affranchissement jusqu'en 1922, p.p. 128, 134 et suiv.

alliées. Pour réussir dans cette tâche, extrêmement difficile, le chef du gouvernement bulgare s'efforce de démontrer que la « Nouvelle Bulgarie » en a fini avec les méthodes et les aspirations d'avant-guerre et qu'elle ne songe plus qu'à exécuter loyalement les clauses du traité de Neuilly.

Ce traité de paix prive la Bulgarie de plusieurs territoires ; il lui enlève la région de Thrace occidentale avec son unique accès sur la mer Egée. Les stipulations économiques, d'une façon générale, sont copiées sur celles imposées à l'Allemagne et à l'Autriche. Ce petit peuple agricole de quatre millions d'âmes doit payer deux milliards deux cent cinquante millions de francs or. A cette contribution il faut ajouter la valeur du bétail (13.600 vaches et taureaux, 15.000 chevaux et mulets, 9.200 bœufs de trait et 33.000 moutons) et du charbon que la Bulgarie doit livrer à ses voisins, plus l'entretien de l'armée d'occupation, les dépenses de la commission militaire de contrôle et de la commission de réparations. Enfin, les articles 65 et 72 du traité, qui limitent à un faible effectif les forces militaires bulgares, imposant pour leur recrutement des engagements à long terme et interdisant le système du service militaire obligatoire, ces dispositions mettent en jeu l'existence même du pays. On a oublié, paraît-il, que la Bulgarie se trouve sur la péninsule balkanique, entourée de voisins qui savent par de multiples exemples, qu'ils peuvent compter sur l'indulgence ou la faiblesse des puissances principales et seront peut-être tentés

d'abuser de l'impuissance de la Bulgarie désarmée (1).

Avant 1918 la Bulgarie possédait une armée bien organisée et bien équipée. Si cette force avant 1915 pouvait être envisagée comme dangereuse pour ses voisins, après l'accroissement démesuré de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Grèce en 1918 le désarmement excessif de la Bulgarie présente un grave danger pour la paix en Orient.

Si l'on compare aujourd'hui l'étendue des territoires, le chiffre des populations et les forces armées des Etats Balkaniques à ceux de la Bulgarie, on obtient les proportions suivantes :

Etats	territoire	population	Armée en	Armée en
			temps de paix	temps de guerre
Bulgarie	1	1	1	1
Roumanie	3	4	8	52
Grèce	2	2,5	6	34
Yougoslavie	2,5	3,5	8	45

L'exécution d'un pareil traité n'est pas une tâche facile pour un gouvernement qui veut conserver sa popularité. Il faut trouver un remède pour combattre la stupeur et le pessimisme des masses ; il faut leur montrer que les moyens existent d'exécuter les stipulations économiques du traité et qu'il est encore possible pour le pays de vivre et de prospérer.

1. L. LAMOUCHE. — Le traité de paix avec la Bulgarie. Revue Politique et Parlementaire, n° 302 du 10 janvier 1920.

La situation politique ainsi dessinée, il n'est pas difficile de se rendre compte des conditions de la vie économique de la Bulgarie après la guerre.

La production agricole, ressource de la richesse nationale du pays, fort réduite pendant la durée de la guerre par suite du manque de main d'œuvre, se relève d'une manière sensible. Tout de même, pour certaines cultures, on constate une diminution dans la surface cultivée et dans le rendement : En 1920 il y a 2.126.121 hectares cultivés en céréales avec un rendement de 19.138.984 quintaux, tandis qu'en 1912 les chiffres étaient respectivement de 2.564.588 hectares et de 26.720.385 quintaux. En 1920, la surface cultivée en vigne est de 43.715 hectares et les champs de roses sont de 5.621 hectares ; en 1913, les chiffres étaient respectivement de 53.857 et de 7.917 hectares. Cette diminution s'explique par les pertes subies pendant six années de guerre par la population rurale, par la diminution des animaux de labour, réquisitionnés, morts, perdus ou livrés aux pays voisins en exécution du traité de paix et, plus spécialement pour les cultures en céréales, par la perte de la Dobroudja méridionale, cédée à la Roumanie en 1913 (1). Ici il faut ajouter encore le délabrement d'une partie de l'outillage agricole pendant la guerre.

Durant la guerre, la jeune industrie bulgare était militarisée ; les fabriques travaillaient de la manière la plus intense dans la mesure où les conditions techniques et l'existence des matières premières le

1. L. LAMOUCHE. — La Bulgarie, p. 79.

permettaient. Cependant la guerre a désorganisé presque toutes les industries et leur a causé de graves dommages. On peut dire aujourd'hui que l'industrie bulgare se trouve en pleine stagnation (1).

La balance du commerce extérieur, après la guerre, reste toujours négative. En 1919, l'importation a prévalu sur l'exportation avec 411.687.783 léva et en 1920 avec 570.831.349 léva.

Les événements politiques ont produit des changements profonds dans la situation financière de l'Etat (2).

DETTE (en léva)	31 décembre 1913	31 décembre 1920
Intérieure consolidée.....		81.872.700
Intérieure non consolidée.....	152.990.105	3.228.194.908
Extérieure consolidée	616.601.536	16.791.094.632
Extérieure non consolidée.....	130.930.550	2.633.454.282
TOTLA DE LA DETTE		
(en léva)	900.522.191	22.734.616.522

D'une valeur nominale de 110 millions de léva en 1911, le total des billets de banque en circulation a passé en 1911 au chiffre de 2.858 millions. La monnaie bulgare est tout à fait dépréciée. Les 100 léva bulgares qui cotaient 65 francs suisses à la fin de l'année 1917,

1. AL. ZANKOFF. — L'industrie bulgare avant et après la guerre. « La Bulgarie », numéro spécial de « La Vie Technique et Industrielle », mars 1921.

2. R. LANGELE. — La Bulgarie économique, p. 90.

n'en cotent déjà plus que 44,50 à la fin de 1918, pour tomber à 5 francs suisses en mai 1920.

La dépréciation du change n'est pas sans action sur le coût de la vie ; la majoration des droits de douane et des impôts, la spéculation exagérée des commerçants ont exercé une influence parallèle.

Voici à titre d'exemple les prix atteints par certains objets d'usage courant en 1920, comparés à ceux pratiqués en 1915 (1) :

	Prix en 1915 (en léva)	Prix en 1920 (en léva)	Majoration
Pain le kilo	0,31	4,19	1250
Viande de bœuf ... —	1,02	21,29	1987
Haricots secs —	0,56	9,17	1538
Bois de chauffage (1 voit) .	9,54	153,93	1579
1 costume	120,00	2.600,00	2166
1 paire de chaussures	30,00	600,00	1666

Pendant la guerre le peuple bulgare a exercé une activité extraordinaire. Grâce à son énergie, les montagnes sauvages de la Macédoine furent sillonnées par de nombreuses routes ; plusieurs chemins de fer, plusieurs lignes téléphoniques et télégraphiques furent construites ; des marais furent asséchés ; etc. Mais pendant la même période les améliorations techniques dans l'intérieur du pays furent presque

1. R. LENGELE. — La Bulgarie économique, ses relations avec la France. Thèse pour le doctorat, Paris 1921, p.p. 14, 30, 90, 95, 96.

abandonnées. L'outillage national : les routes, les voies ferrées, les communications télégraphiques et téléphoniques, les canaux, les édifices nationaux et communaux qui étaient même avant la guerre loin de la perfection, se trouvèrent à la fin de la guerre dans un état de délabrement. Pendant la guerre le paysan bulgare a traversé presque toute la Péninsule des Balkans. Il a vu comment vivent ses voisins en Turquie d'Europe, en Serbie, en Roumanie. En outre, il a eu sous les yeux les manifestations de la technique et de l'industrie allemande.

En rentrant chez lui après la guerre, le paysan bulgare commence par exiger du gouvernement la construction de nouveaux chemins de fer, la réparation des routes existantes, l'établissement d'un nouveau réseau de communications, l'endiguement et la rectification des cours d'eau, etc. Mais pour exécuter tout ceci les ressources manquaient. Les charges financières de l'Etat étaient déjà trop lourdes. Pendant l'année budgétaire 1919 l'excédent des dépenses effectives sur les recettes effectives était de 629 millions. Le gouvernement ne voulait pas et, peut-être, ne pouvait pas charger les contribuables de nouveaux impôts.

..Donc, au point de vue économique, la situation en Bulgarie après la signature du traité de paix de Neuilly se caractérise par une crise financière et de l'outillage national, crise qui s'accroît par le fait que même avant la guerre le développement économique du pays était insuffisant. Des mesures exceptionnelles étaient nécessaires pour le relèvement du pays.

En même temps le service militaire obligatoire

était aboli. Le traité de paix imposait pour le recrutement des troupes l'engagement volontaire à long terme — un système qui, nous l'avons dit, augmentait les charges financières de l'Etat sans présenter aucune garantie de sécurité pour le pays. Les générations nouvelles échappaient à l'obligation de servir l'Etat et celui-ci ne pouvait plus ni diriger leur éducation patriotique ni développer chez la jeunesse le sentiment de ses devoirs envers la société.

Dans ces conditions une nouvelle idée, l'idée du travail obligatoire parut et s'imposa vite.

— « Nous voulons travailler ; — s'écria M. Stamboliïsky — nous voulons dépasser nos voisins sur le terrain intellectuel et économique. Notre peuple est avant tout laborieux et pacifique. La prospérité du pays par le travail pacifique et productif, voilà la nouvelle devise de notre existence ».

II. — LA LEGISLATION BULGARE SUR LE TRAVAIL OBLIGATOIRE.

Le système du service obligatoire de travail, établi en Bulgarie depuis le 14 Juin 1920, est organisé par une série de lois et de règlements dont le nombre est déjà assez important.

D'abord c'était la loi du 14 juin 1920 (approuvée par l'oukase royal du 5 juin 1920 et publiée au Journal Officiel N°56 du 14 juin 1920) qui posait les fondements de l'institution. Cette loi, abrogée dès le début de son application, était remplacée par la loi du 9 novembre 1921 (approuvée par l'oukase du 22 octobre et publiée au Journal Officiel N° 178 du 9 novembre 1921).

Les règlements d'administration publique qui organisent les détails du service sont nombreux. Nous n'indiquons ici que les plus importants. Les voici :

1) Règlement sur l'application de la loi du 14 juin 1920 approuvé par l'oukase du 4 novembre 1920 et abrogé le 14 mars 1921.

2) Règlement concernant la prestation temporaire pour l'année 1921-1922. Journal Officiel N° 167/1920

3) Règlement concernant la prestation temporaire pour l'année 1921-1922. Journal Officiel N° 65/1921

4) Règlement sur l'application de l'article 8 de la

loi du 9 novembre 1921 (rachat). — Journal Officiel N° 220/1921.

5) Règlement sur la prestation du travail des jeunes filles. — Journal Officiel N° 283/1922.

6) Règlement de l'éducation par le service obligatoire. Approuvé par oukase du 18 février 1921.

7) Règlement de l'ordre intérieur dans les établissements du travail obligatoire (brochure, Sofia, 1921)

8) Règlement d'économat du travail obligatoire. (brochure, approuvé par le Ministre des Travaux Publics le 8 décembre 1920).

*
* *

Les origines de l'idée du travail obligatoire ne doivent être cherchées dans les programmes d'aucun des partis politiques en Bulgarie. (1) Evidemment, les partis bourgeois n'ont jamais songé à introduire un système qui n'a rien de commun avec leurs conceptions de l'Etat et des relations entre l'individu et la Société. Les socialistes « larges » (chiroki-modérés) et les socialistes « étroits (tesni — les communistes d'aujourd'hui) malgré leur antimilitarisme et malgré leurs idées de l'organisation collectiviste de la protection n'ont jamais parlé d'une institution semblable.

Le parti de « L'Union des Agriculteurs » n'a jamais

1. — Une étude sur les origines de l'idée du travail obligatoire peut nous amener très loin. En réalité, les idées qui rappellent le travail obligatoire bulgare se rencontrent à diverses époques dans plusieurs pays. En France, notamment, les féministes ont lancé pendant la grande guerre l'idée d'un service obligatoire du travail pour les femmes, à côté du service militaire obligatoire pour les hommes.

professé l'idée du travail obligatoire. La plupart des chefs de ce parti, il est vrai, sont des anciens disciples de Marx, et cherchent toujours à adapter les idées socialistes à la classe paysanne. L'acharner sans être cherchées dans les programmes d'aucun des songé à substituer à l'armée de guerre une armée de travail. Il faut noter que le parti agraire est arrivé au pouvoir sans avoir établi d'avance un programme positif. Dans les grandes réformes législatives qu'il entreprit il est difficile de découvrir l'application d'un système préconçu. Les inspirations accidentelles, les suggestions de côté et surtout, la grande crise politique et économique partout en Europe depuis la guerre ont largement contribué à l'œuvre législative des agriculteurs.

Pendant la guerre, la Bulgarie, comme la plupart des pays belligérants, se vit, dans son grand effort militaire et économique, obligée d'établir un système très prononcé de socialisation de la production et de la répartition. La « Direction des mesures économiques et de la prévoyance sociale » (*Direktsia za stopanski griji i obchestvena predvidlivost*) à un moment donné et surtout vers la fin de la guerre tenait en sa main puissante toute la vie économique du pays. Dirigée par les militaires en collaboration avec les meilleurs économistes, industriels et commerçants bulgares, cette Direction a joué un très grand rôle dans l'organisation de la résistance bulgare. Et c'est juste dans ce milieu qu'il faut chercher les origines de l'idée du travail obligatoire.

Sous l'influence de la nécessité de mieux organi-

ser le pays au point de vue économique pour les besoins du front, on a lancé, d'ailleurs avec une certaine timidité, l'idée d'un système de travail obligatoire comme un supplément du service militaire obligatoire. On cherchait à créer, pour les hommes restés libres de l'obligation du service militaire et pour les femmes non mariées, un service obligatoire, poursuivant des buts purement économiques dans l'intérieur du pays. Quelques articles furent consacrés à cette idée dans les organes de presse socialiste. Cependant, les milieux officiels ne leur prêtèrent aucune attention.

Immédiatement après la guerre, un profond changement dans l'opinion publique s'est produit en Bulgarie. La désillusion causée par la politique militaire a provoqué un mouvement pacifiste. Même le journal « Voeni Izvestia » (Informations militaires), l'organe du Ministère de la Guerre, a écrit dans son numéro du 14 décembre 1918 :

« Le passé de notre peuple s'obscurcit dans les ténèbres des luttes sanglantes et des souffrances sans limites. Son avenir doit être illuminé par le soleil d'une activité pacifique, fructueuse et intensive dans le domaine de la civilisation humaine. »

Quand les clauses du traité de paix furent connues en Bulgarie à la stupéfaction universelle, l'idée du travail obligatoire reparut mais cette fois avec un caractère profondément pacifiste. La petite Bulgarie, entourée de ses grandes voisines, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie ne pouvait guère songer à une revanche militaire, mais elle avait l'ambition de

gagner une revanche économique. Dégradée jusqu'à la situation d'occuper la dernière place dans la Péninsule des Balkans au point de vue politique et militaire, elle commençait à rêver d'obtenir la première place au point de vue de la civilisation et de la richesse. Les Bulgares désiraient laisser aux autres le rôle de Prussiens des Balkans ; ils ne rêvaient qu'à y jouer désormais le rôle des Belges ou des Scandinaves.

Le travail obligatoire, c'était l'idée heureuse qui, en peu de temps, est devenue populaire. Elle permettait au peuple bulgare d'envisager avec tranquillité et même avec confiance la réalité terrible désignée par le traité de paix. Les peuples comme les individus ont besoin de croire en quelque chose surtout devant les grands malheurs. En ce moment là le peuple bulgare croyait naïvement mais ardemment au travail obligatoire.

M. Stamboliïsky, le chef du gouvernement, n'avait qu'à suivre le sentiment des masses. Dès le premier instant, sans hésitation, il adopta l'idée avec ardeur. Et il est vrai qu'il parlait au nom du peuple bulgare quand il déclara : « On exige de nous le paiement de contributions énormes, on nous oblige à dissoudre nos forces militaires. Eh bien ! la Bulgarie saura la première donner un bel exemple au monde, en substituant à l'armée belliqueuse qui absorbe sans profit pour personne les plus belles années de la jeunesse, une armée du travail, développant l'idée de la fraternité et de la solidarité des classes sociales et produi-

sant pour le pays des résultats matériels, utiles et tangibles. »

Depuis ce moment, M. Stamboliïsky devient un infatigable propagateur de l'idée du travail obligatoire. En novembre 1919 il prononce un grand discours dans lequel il expose les principes fondamentaux de la future loi et les défend contre ses adversaires.

Au mois de février 1919, le projet de loi sur le travail obligatoire est présenté à la Chambre des Députés (Narodno Seubranié). Dans l'exposé des motifs soumis au Seubranié par M. Stamboliïsky lui-même, on trouve les passages suivants :

« Décidés une fois pour toutes à rompre avec le passé, à abandonner la voie des folles aventures, des équipées militaires qui mènent à la catastrophe, nous devons nous frayer un chemin fermement et sans hésitation dans la direction opposée, c'est à dire sur la voie de la culture pacifique et du développement économique. »

« Le projet de loi concernant l'obligation de travail de l'individu vis-à-vis de la société, appelé plus brièvement projet de loi pour le service obligatoire de travail, que je m'honore de vous soumettre, aura, je l'espère à ce point de vue, les plus heureux effets. »

« L'idée qui en est le fondement répond assez au sentiment populaire pour n'étonner personne. Je suis persuadé que cette idée acceptée de tous, traduite en acte au moyen d'une loi appliquée avec tact, compréhension et courage, parviendra en peu de temps à être le meilleur instrument de la transformation mo-

rale, économique et sociale de la Bulgarie ».

Critiqué par les députés bourgeois, socialistes et communistes, soutenu à l'unanimité par le groupe parlementaire agrarien, ce projet est adopté le 23 mai 1920. Approuvé par l'oukase du 5 juin 1920, il est publié dans le Journal Officiel bulgare (*Deurjaven Vestnik*) N° 56 du 14 juin 1920 et entré en vigueur à cette dernière date.

*
* *

« La loi de prestation du travail » (*zakon za trudovota povinnost*) du 14 juin 1920 exprime d'une manière assez complète les principes essentiels du travail obligatoire, dans la forme dont l'institution était conçue primitivement. Cette loi contient 32 articles, répartis en trois chapitres : I Dispositions générales, II Organisation et II Dispositions pénales (1).

Pour nous rendre compte de l'idée que le gouvernement bulgare se faisait du travail obligatoire, nous exposerons le contenu de cette loi dans l'ordre suivant : A, caractère général de l'institution, B, les assujettis ; C, administration du travail obligatoire ; D, sanctions.

A) *Caractère général*. La loi établit une prestation strictement personnelle de travail pour tous les sujets bulgares des deux sexes, pour les hommes à partir de 20 ans et pour les jeunes filles à partir de 16 ans (art. 1.). La durée du travail est de douze mois

1. — V. la traduction de cette loi dans l'édition du Bureau International du Travail : *La loi bulgare sur le travail*

pour les hommes et de six mois pour les femmes sans interruption (art. 6). Les assujettis ne peuvent se faire ni remplacer, ni racheter (art. 4). La loi permet un volontariat aux individus n'ayant pas encore atteint l'âge prescrit par la loi (art. 1 al 2.). Le recrutement de chaque classe se fait par un appel lancé dans tout le pays au commencement de l'année (art. 12). Le travail s'effectue séparément : par les hommes dans le département où les régions les plus proches, et par les emmes, à l'endroit de leur domicile respectif (art. 13.).

Il est défendu de s'expatrier ou de changer de nationalité avant d'avoir rempli les obligations imposée par la loi (art. 5). Le Conseil des ministres peut différer pour un certain temps la convocation de tout ou partie du contingent soumis à la prestation du travail dans tout le pays ou dans certaines localités (art. 31).

A côté de cette prestation « régulière », existe encore la prestation « temporaire », sorte de mobilisation du travail, prévue dans l'article 10 : « En cas de dommages graves causés par les éléments ou quelque calamité nationale, tous les sujets bulgares du sexe masculin, âgés de 20 à 50 ans, peuvent être appelés provisoirement, par décision du Conseil des Ministres, à un travail obligatoire, c'est à dire à une prestation en commun pour quatre semaines au plus. Cette convocation a lieu par âge et par groupes dans les communes, arrondissements ou départements, selon les besoins. »

La loi ne dit rien pour le paiement des travailleurs,

elle n'indique nulle part que ce travail sera gratuit, mais, en même temps, elle n'établit aucune obligation pour l'Etat de rémunérer les travailleurs comme cela existe par exemple dans une autre institution de caractère obligatoire qui est la réquisition militaire.

L'article 2 exprime ainsi les buts qu'on cherche à atteindre par l'institution nouvelle : « le travail obligatoire a pour but : a) d'organiser et d'utiliser les forces sociales, en vue de relever la production et le bien-être général ; b) de développer chez les citoyens, indépendamment de leur situation sociale et matérielle, le dévouement à la chose publique et l'amour du travail physique ; c) d'assurer le relèvement moral et économique du peuple en entretenant chez les citoyens le sentiment du devoir envers eux-mêmes et **envers** la société et en leur enseignant les méthodes **rationnelles** de travail dans tous les domaines de l'économie nationale. »

Le caractère public du travail obligatoire est esquissé par l'article 3 : « Le travail obligatoire sera **pratiqué** dans tous les domaines de l'économie nationale ou pour le bien être général, à savoir : **construction** de routes, chemins de fer, canaux, aqueducs, **barrages**, maisons, plans de villages et de villes, **endiguement** et rectification des cours d'eau, assèchement des marais, téléphones, télégraphes, préparation du matériel de construction, reboisement, exploitation des forêts, culture des domaines de l'Etat, des départements et des communes, culture des fruits et des légumes, élevage des vers à soie, apiculture,

élevage du bétail, pêches, mines, carrières et fabriques, confection de draps de toutes sortes de vêtements à l'usage des hôpitaux, etc... »

B) *Les Assujettis*. A côté de la règle générale qui oblige tous les sujets bulgares, les hommes à partir de 20 ans et les jeunes filles à partir de 16 ans d'accomplir la prestation personnelle de travail « régulier », la loi prévoit des cas d'exemptions et de sursis.

Des exemptions sont accordées à certaines catégories, notamment aux incapables de tout travail physique et intellectuel, aux femmes mariées, aux jeunes filles de religion musulmane et aux incorporés dans l'armée. Les exemptés par maladie payent un impôt sur le revenu et la fortune (art. 4). Un sursis temporaire est accordé aux malades, aux étudiants jusqu'à la fin de leurs études, aux personnes retenues dans les prisons (art. 8 et 9). Une réduction de la moitié de la durée du travail obligatoire est accordée aux soutiens de famille qui n'ont pas de biens ou ne disposent que d'un revenu annuel inférieur à 1.500 leva (art. 7).

Du travail temporaire sont exemptés : les incapables de tout travail, ceux qui sont en prison ou mis en état d'arrestation, les malades, les pères qui ont plus d'un enfant appelé à la prestation du travail, les soutiens de famille pauvres et les fonctionnaires considérés comme indispensables par le Conseil des ministres (art. 11).

C) *Administration*. Une direction du travail comprenant trois sections : administrative, technique et

économique, est instituée au Ministère des Travaux Publics, en vue de l'application de la loi (art. 14 et 15). La convocation, la répartition et l'utilisation des travailleurs sont faites par les bureaux spéciaux créés auprès de l'ingénieur du département et par les autorités communales (art. 16).

Un conseil de travail obligatoire composé du directeur et des secrétaires généraux de tous les ministères est instituée auprès de la direction du Travail (art. 15). Des Conseils du travail obligatoire sont également institués auprès des bureaux départementaux (art. 17). Les établissements de l'Etat, des communes et des départements qui auront à effectuer des travaux au moyen de la prestation, doivent en adresser la demande au bureau du travail qui en saisit le Conseil (art. 18).

Pour la préparation des personnes soumises au travail des diverses catégories, la Direction instituera des cours techniques d'apprentissage, des écoles, des ateliers, des fermes modèles et autres (art. 21). Les individus, pendant la durée du service obligatoire vivent réunis en groupe par catégorie de travaux à accomplir (art. 19). Ils sont soumis à des peines disciplinaires fixées par le règlement (art. 30). Les équipes ont des administrations avec un personnel administratif, technique et économique (art. 20). Le détail du service de la direction, de ses agents, groupes et sections sera fixée par des règlements spéciaux (art. 22).

D) *Sanctions*. Les dispositions pénales prévoient les diverses infractions ayant but de soustraire quelqu'un

aux obligations imposées par la loi. Ces infractions peuvent être commises par des citoyens assujettis au travail obligatoire (art. 23, 24, 25), par les citoyens non assujettis (art. 23, 25, 26, 28), ou par les personnes de service (art. 27). Les contrevenants sont passibles d'une amende (de 500 à 3.000 léva, pour les assujettis jusqu'à l'âge de trente ans, de 10.000 léva au plus, pour les personnes de service), d'emprisonnement (3 ans au maximum) avec dégradation civique.

Les infractions sont de la compétence des tribunaux d'arrondissement, agissant comme tribunaux de première instance ; elles sont traitées comme affaires urgentes. (art. 29).

*
* *

Comme on le voit, on cherche par cette loi à atteindre à la fois trois but : un but purement économique, « le relèvement de la production et du bien-être général » ; puis un but éducatif : « d'enseigner les méthodes rationnelles de travail dans les domaines de l'économie nationale » et « de développer chez les citoyens indépendamment de leur situation sociale et matérielle, le dévouement à la chose publique et l'amour du travail physique » (1) ; enfin, le troisième

1. — Les agrairiens bulgares ne sont pas très éloignés de la conception des physiocrates de la classe stérile, où ils mettent les gens de villes et surtout les intellectuels des professions libérales. Un parallèle entre les doctrines des physiocrates et celles des agrairiens bulgares représentera, nous semble-t-il, beaucoup d'intérêt. Nous ne

but d'un caractère moral : « d'assurer le relèvement moral et économique du peuple en entretenant chez les citoyens le sentiment du devoir envers eux-mêmes et envers la société ».

Pour atteindre ce but, on emploie la contrainte, on établit un système de service obligatoire qui se présente comme une extension et une modification du service militaire et l'organisation de cette « armée du travail » (2).

Ici nous arrivons au point qui a soulevé les plus grandes difficultés pour l'application de la loi. Les voisins de la Bulgarie qui suivent toujours avec méfiance tout ce qui se passe dans ce pays, ont vu dans le travail obligatoire une institution qui a comme véritable but de conserver sous une forme déguisée, le service militaire obligatoire, interdit par les articles 65, 70, 68 du traité de Neuilly.

Le gouvernement bulgare essaya de démontrer que le travail obligatoire ne pourrait guère plier l'homme à la discipline militaire, qu'il est impossible de donner une préparation militaire aux travailleurs, que les buts poursuivis par l'application du travail obligatoire n'ont rien de semblable au but poursuivi par le service militaire.

pensons pas que les agrairiens aient connu directement les physiocrates — leurs maîtres en général sont les Marxistes — mais tout de même sur certains points ils se rapprochent des physiocrates.

2. — V. Bureau International du Travail. La loi bulgare sur le travail obligatoire. Etudes et documents, érie, n. 1.

Les commissions interralliées des réparations et de contrôle militaire étudièrent la question et le gouvernement bulgare fut obligé de présenter à la Chambre un projet pour la modification de la loi du 14 juin 1920. Ce projet, adopté et promulgué, est en vigueur depuis le 9 novembre 1921 (Derjaven Vestnik, n° 178, 9 novembre 1921).

*
* *

Le gouvernement bulgare a fait tout son possible pour conserver dans la nouvelle loi la physionomie première de l'institution. Cependant, la nécessité de donner satisfaction aux représentants de l'Entente l'obligea à supprimer tout ce qui pouvait rappeler, dans le système du travail obligatoire, l'organisation militaire. Ainsi on fut amené à modifier plusieurs dispositions concernant l'organisation, la durée et même le caractère de la prestation. L'institution du travail obligatoire persiste, mais son caractère est sensiblement modifié. On peut dire que ces modifications sont tellement multiples et essentielles que la loi du 9 novembre 1921 doit être considérée comme une loi tout à fait nouvelle.

Néanmoins, les dispositions des anciens articles 2 et 3 (le but du travail obligatoire et les domaines où sera utilisée la main d'œuvre) sont restés les mêmes.

Le principe le plus essentiel de l'ancienne loi, formulé dans l'article 4, d'après lequel : « La prestation est personnelle ; aucune substitution ne sera tolérée », ce principe se trouve maintenant complètement modifié par le nouvel article 8, déclarant que

la prestation peut être rachetable, c'est-à-dire que toute personne imposée peut, à son gré, reprendre sa liberté individuelle en substituant au service de corps qui lui est demandé un service d'argent, établi d'après le salaire moyen.

Le rachat de la prestation du travail est organisé de la manière suivante : (règlement sur l'application de l'article 8) :

a) *Pour la prestation régulière.* — Un certain nombre de personnes fixé à 20 0/0 de celui des assujettis, peuvent s'exonérer du service effectif (de 8 ou 4 mois) en versant une certaine somme avant le 1^{er} février de de l'année dans laquelle elles sont appelées. L'impôt est fixé par l'administration sur la valeur de 240 jours de travail. Le minimum est fixé à 12.000 léva, le maximum à 48.000 léva, payables en une fois. L'appel de la décision est impossible. Ces sommes sont perçues au profit de l'Etat.

b) *Pour la prestation temporaire.* — Les conseils municipaux peuvent exonérer de la prestation en nature spéciale (21 jours par an) certaines personnes, au maximum 30 0/0 du nombre de leurs assujettis et 40 0/0 pour Sofia. Ils fixent pour les exemptés la valeur du rachat en tenant compte de l'état de fortune du contribuable (minimum 100 léva, maximum 300 léva par jour). Les sommes ainsi produites sont affectées au budget des communes.

La prestation « régulière » du travail est organisée de la manière suivante : La durée du travail est réduite à huit mois pour les hommes et à quatre mois pour les femmes. La règle de recrutement de chaque

classe par un appel lancé dans tout le pays au commencement de l'année (ancien article 12) est abrogée. L'appel doit être échelonné de manière qu'il n'y ait pas plus de 30 0/0 de jeunes gens d'un âge donné présents en même temps dans les équipes de travail. (nouvel art. 1).

La prestation régulière peut être exigée à n'importe quel âge entre 20 et 40 ans pour les hommes et à n'importe quel âge entre 16 et 30 ans pour les femmes, à condition que les uns et les autres n'aient jamais été appelés au service de l'Etat pendant plus de trois mois sans interruption, (nouvel article 1 et 4). Le service respectivement de huit mois ou de quatre mois peut être rendu par les hommes et par les femmes assujettis en une seule fois ou en plusieurs fois, avec interruptions, d'après les décisions du Conseil des Ministres (nouvel article 25).

La prestation « temporaire » du travail est organisée par le nouvel article 4 d'une manière qui n'évoque plus aussi fortement l'hypothèse d'une mobilisation générale. Tous les individus, dans les limites d'âge prévues dans l'article 1 (20-40 ans pour les hommes et 16-30 ans pour les femmes), ayant déjà fournis une fois à l'Etat un service quelconque personnel et obligatoire (povinnoste) ininterrompu de plus de trois mois, peuvent être convoqués, à travailler vingt et un jours par an au plus. Les municipalités et les communes ont le droit d'élever la limite d'âge à 50 ans sans distinction de sexe.

Les volontaires ne peuvent plus être admis.

Les dispositions de l'ancien article 13, d'après les-

quelles le travail obligatoire s'effectue séparément pour les hommes et pour les femmes, sont reproduites dans le nouvel article 9 avec une petite modification caractéristique : les hommes doivent accomplir le travail non dans le département *ou les régions les plus proches*, mais « dans le département où ils sont domiciliés ». Les femmes exécutent le travail toujours au lieu même de leur domicile (1).

L'interdiction de s'expatrier ou de changer de nationalité avant d'avoir rempli les obligations imposées par la loi (art. 5) est conservée également dans la nouvelle loi (nouvel art. 6). Les exemptions, les ajournements et les réductions pour les soutiens de famille, les malades, etc. (art. 4, 7, 8, 9, 11), sont reproduits avec des modifications insignifiantes (nouveaux articles 5 et 7).

La Direction du travail instituée au ministère des Travaux Publics (art. 14 et 15), les Conseils du travail (art. 15 et 17), les bureaux du travail (art. 16) ont subi des modifications dans leur fonctionnement (nouveaux articles 10, 11, 12). Les tendances de la nouvelle loi sont pour une plus vaste décentralisation. Les cours techniques, les écoles, les ateliers et les fermes modèles (art. 21) sont conservés par la nouvelle loi (art. 15).

1. — M. Max Lazarel, dans son livre « Le service obligatoire de travail en Bulgarie » p. 33, indique avec raison les difficultés soulevées pour l'administration par cette rédaction de l'article 9. D'ailleurs elle ne s'applique pas en pratique avec une grande sévérité.

Les anciens articles 19 et 20 concernant la répartition des travailleurs par catégories et par groupes et l'administration des équipes sont abrogés. La nouvelle loi soumet les travailleurs à des peines disciplinaires, comme le faisait l'ancienne loi (nouveau art. 24).

Les dispositions pénales sont restées dans la nouvelle loi sans aucune modification. Le nouvel article 18 prévoit des cas ne figurant pas dans l'ancienne loi : quand un travailleur qui a commencé déjà l'exécution d'un travail obligatoire s'échappe, il est passible d'un an au plus de prison.

III. LA PRATIQUE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE EN BULGARIE.

Quelle application ont reçu toutes ces mesures législatives depuis leur promulgation ? Voilà une question qui présente un intérêt particulier pour tous ceux qui suivent avec attention le développement de cette expérience sociale.

Les données que nous possédons sur ce point, il faut l'avouer, ne sont pas très abondantes, l'institution étant encore au début de son développement. Dans la littérature bulgare on ne trouve pas grand chose sur l'application du travail obligatoire. Les deux éditions de la Direction Générale du Travail, le journal « Troudovi Izvestia » (Informations de travail) et la revue hebdomadaire « Troudovak » (Le Travailleur) qu'on répand gratuitement, ont uniquement pour but la propagande. On trouve quelques renseignements dans une petite brochure intitulée « Le travail obligatoire en Bulgarie », exposé populaire écrit par M. Stoyanoff, directeur général du travail obligatoire, paru en bulgare vers la fin de 1921 et traduit en français. M. Max Lazard, dans son excellente étude sur le Service Obligatoire de Travail en Bulgarie, donne des renseignements précieux sur l'application du travail obligatoire. Il a utilisé d'abord ses observations personnelles très fines et très

profondes et puis les données qu'on trouve dans la brochure de M.Stoyanoff, ainsi que plusieurs comptes-rendus officiels qui lui étaient fournis par l'administration du travail obligatoire. L'ouvrage de M. Max Lazard doit être considéré comme le plus important parmi tous ceux qu'on a écrit jusqu'à présent sur le travail obligatoire. Cependant, comme l'auteur l'avoue lui-même en ce qui concerne la mise en œuvre du système, il y a encore plusieurs questions qui ont besoin d'éclaircissement.

Naturellement, dans le présent exposé nous ne pouvons fournir des renseignements inédits, vu les conditions dans lesquelles nous travaillons. Nous ne pouvons nous référer même à nos observations personnelles parce qu'elles datent d'une époque où l'application du travail obligatoire était tout à fait dans ses origines.

*
* *

Immédiatement après la promulgation de la loi du 14 juin 1920, la Direction générale du travail obligatoire fut instituée au ministère des Travaux Public. Le personnel dirigeant fut choisi et nommé, en majeure partie, parmi les techniciens et parmi les anciens officiers de l'armée dissoute, auxquels l'Etat devait une indemnité.

Le 5 novembre 1920 le premier règlement d'administration publique du travail obligatoire fut approuvé par l'oukase royale N° 229. Ce règlement établissait avec détails l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle institution. Le pays fut di-

visé en six « régions de production ». Dans chaque région on créa une « compagnie de production » (proïzvoditelna droujina) et deux « associations de travail » (troudova zadrouga). Les compagnies de production furent obligées de préparer tout ce qui est nécessaire aux travailleurs : la nourriture, l'habillement, les outils, etc. Les « associations de travail » durent grouper tous les travailleurs en service régulier, répartis en équipes d'après les travaux à accomplir.

Cependant, avant même d'être définitivement établi, ce système centralisateur dût être abandonné. On le trouva analogue à l'organisation militaire et le gouvernement militaire dut abroger le premier « règlement de l'organisation et du service de travail obligatoire ».

Après la promulgation de la nouvelle loi du 8 novembre 1921, le travail obligatoire reçut l'organisation suivante qui existe aujourd'hui. Dans la Direction générale du travail, à côté des trois sous-directions : administrative, technique et économat, un conseil du travail est institué. Quinze administrations départementales sont instituées dans les quinze départements dont se compose le royaume. A la tête de chacun des bureaux départementaux se trouve un chef de bureau. Ses adjoints sont un chef du service administratif et un chef du service de convocation, un ingénieur chef du service technique, un chef de l'économat et un comptable. Dans chaque département existe une « troudova zadrouga » (association de travail) comprenant une « proïzvoditelna

thceta (équipe de production) et quatre « équipes d'arrondissement » ou « équipes de travailleurs ».

« Les équipes de production » ont pour but d'assurer les services nécessaires à l'entretien et à l'éducation des travailleurs. Elles groupent notamment les services suivants : la boulangerie, la boucherie, les jardins potagers, le transport, les magasins, la menuiserie, les forges, la maçonnerie, la charpente, les tailleurs, les cordonniers, etc. Les équipes de production groupent donc une quantité de spécialistes salariés, secondés par des « troudivaks » (*) apprentis, qui travaillent pour satisfaire aux différents besoins des *zadroughi* (associations de travail).

A côté des équipes de production, toujours dans l'intention de pourvoir à ses propres besoins pour l'entretien des troudivaks, mais aussi dans l'espoir de satisfaire aux besoins des autres services de l'Etat, la Direction générale du travail obligatoire organise une série d'entreprises qui se trouvent sous son administration directe, telles que les exploitations agricoles à Kabouk et à Kalougherovo, les jardins potagers à Plovdiv et à Petrich, les ateliers de couture à Choumen et à Sliven, de chaussures à Gorna Bania, de menuiserie, de charpente et de construction d'instruments agricoles à Choumen, la fabrique de briques aux environs de Sofia, l'abatage et le sciage dans les forêts de Longosa et de Gheniche-Ada, les pêcheries à Oréchovo (sur le Danube) et à Varna, etc. Partout

1. *Troudivaks* (travailleurs). — On nomme ainsi les hommes assujettis au travail obligatoire.

ce sont des spécialistes salariés qui dirigent le travail des troudivaks-apprentis.

Les « équipes de travailleurs » ou « les équipes d'arrondissement » ont pour but de grouper les troudivaks en service régulier, d'organiser leur casernement et leur éducation. Chaque « équipe de travailleurs » contient quelques « noyaux » (iadro), d'une importance variable selon les travaux à exécuter, qui constituent les véritables unités d'affectation du personnel.

Les troudivaks en service régulier sont nourris et logés par l'Etat comme les soldats de l'ancienne armée. Ils portent un uniforme et sont soumis à une discipline, indispensable à l'exécution des travaux en commun, mais différente de la discipline militaire.

Après la convocation du contingent des troudivaks en service régulier, les divers « noyaux » des « équipes d'arrondissement » sont répartis de la manière suivante. Les uns sont envoyés dans les établissements administrés directement par la Direction du Travail Obligatoire, dont nous avons déjà parlé plus haut. Les autres sont mis à la disposition des divers ministères qui utilisent, chacun dans son domaine d'activité et selon ses propres besoins et intentions la main-d'œuvre des troudivaks. Enfin, plusieurs « noyaux » sont mis à la disposition des communes pour l'exécution des travaux entrepris par celles-ci.

Vers le 1^{er} janvier 1921, 47.369 jeunes gens, ayant accompli leur vingtième année, furent assujettis au travail régulier. 11.120 furent convoqués au prin-

temps 1921 et répartis dans les « zadrroughi » (associations de travail). Une partie de ces troudivaks, notamment 7.985, furent répartis entre les différents ministères comme suit (1) :

Ministère des Chemins de fer pour travaux	
sur les voies ferrées et dans les ports...	2.620
Ministère de l'Agriculture pour travaux dans	
les forêts, les pépinières d'Etat et les haras	2.400
Ministère des Travaux publics pour la cons-	
truction des routes	2.270
Ministère de la Guerre pour travaux de terras-	
sement et de topographie.....	405
Ministère du Commerce pour travaux d'em-	
bellissement dans les stations thermales.	200
Total.....	7.895

De nouveau, vers le 1^{er} septembre 1921, 30.000 jeunes gens furent convoqués et mis à la disposition des communes rurales jusqu'au 30 novembre 1921. Ils ont fourni un total de 2.392.272 journées de travail évaluées approximativement à 58.972.478 levass (2).

Pendant l'année 1922 les troudivaks sont convoqués en deux périodes successives ; pour la première période sont convoqués 29.000 hommes environ et pour la seconde 20.000 (3).

Les noyaux des troudivaks, fournis à différents ministères en 1922 sont répartis comme suit (4) :

1. Cf M. LAZARD. — Op. cit. p. 59.
2. Cf M. LAZARD. — Op. cit. p. 65-69.
3. Cf LAZARD. — Op. cit. p. 47.
4. Cf M. LAZARD. — Op. cit. p. 55.

Ministère des Travaux publics pour la construction des routes	13.150
Ministère des Chemins de fer pour travaux de terrassement, pour la construction de gares, l'aménagement de ports, etc...	6.850
Ministère de l'Agriculture pour l'assèchement de marais, aménagements de rivières, travaux forestiers, dans les haras, etc.	1.353
Ministère du Commerce pour les travaux dans les mines et pour l'aménagement et l'entretien de stations thermales.....	965
Ministère de l'Intérieur, pour les travaux intéressant la santé publique.....	280
Total,.....	22.598

D'après la loi, la durée du service régulier de travail pour les hommes est huit mois; il paraît cependant, d'après l'expérience faite jusqu'à présent, qu'en pratique le gouvernement se contentera d'un service de six mois ou de six mois et demi.

*
**

L'application du travail obligatoire en Bulgarie a commencé par le travail « temporaire », sorte de mobilisation de la main-d'œuvre. En vertu de l'article 10 de la loi du 14 juin 1920, le Conseil des ministres, réuni le 30 septembre 1920 a décrété la convocation de toute la population masculine âgée de 20 à 50 ans pour le service obligatoire du travail pendant dix jours. L'exécution de cette mesure était confiée aux municipalités et aux communes qui

avaient le droit de fixer la date de début des travaux pour chaque groupe entre le 1^{er} octobre 1920 et le 31 mai 1921 et aussi de déterminer les travaux qui devaient être accomplis.

Les travailleurs de cette catégorie étaient convoqués successivement par groupes. La direction de chaque groupe était confiée à des techniciens choisis parmi les travailleurs et nommés par les municipalités et par les communes. Les travailleurs de chaque groupe étaient obligés de se rendre à une certaine heure fixée à l'endroit des travaux à exécuter et d'y travailler huit heures pendant dix jours. Chacun des travailleurs devait s'occuper lui-même de sa nourriture et de son logement. Dans les grandes villes, les municipalités ont voté des sommes pour l'entretien des travailleurs pauvres et de leurs familles.

Cet essai a donné les résultats suivants que nous trouvons dans la brochure de M. Stoyanoff : dans le pays, il y a 2.493 municipalités et communes, dont 1.123 ont présenté vers la fin de 1921 leurs comptes-rendus sur l'accomplissement du travail obligatoire. Dans ces 1.123 municipalités et communes, 312.982 hommes ont été convoqués ; 275.493 se sont présentés et ont exécuté, en travaillant chacun dix jours, les travaux suivants :

Nouvelles constructions : 208 kilomètres chaussées empierrées, 345 kilomètres routes vicinales, 96 kilomètres rues, 619 ponts, 35 édifices communaux (églises, écoles, minarets, bains, écuries, etc.), 78 fontaines, 109 puits, 379 mètres cubes de murs de

soutènement, 2.296 mètres cubes murailles, 7.557 mètres carrés pavés, etc.

Réparations : 115 kilomètres de chaussée empierrées, 506 kilomètres de routes vicinales, 264 ponts, 300 fontaines, 259 puits, plus de 50 édifices communaux, etc. Plusieurs rues et places dans les villes et villages furent réparées ; plusieurs rivières rectifiées, plusieurs marais asséchés, etc. Partout le matériel pour les constructions fut préparé et transporté par les travailleurs mêmes, par exemple, 74.438 mètres cubes et 5.896 charrettes de pierres taillées, 26.876 mètres cubes et 3.973 charrettes de sable, 14.914 mètres cubes de lest, 2.931 mètres cubes de bois, 1.904 troncs, 732 mètres cubes de rocher brisé pour carrière, 65.000 briques fabriquées, etc.

Le travail obligatoire « temporaire » fut appliqué aussi pendant les années 1921-1922. L'expérience pendant 1920-21 a permis de modifier et de mieux organiser ce service ; cependant les résultats de ce travail restent pour nous encore inconnus.

*
* *

Les femmes assujetties au travail obligatoire n'avaient été convoquées qu'en 1922 et seulement à titre d'expérience. 300 jeunes filles de Sofia ont été convoquées pour le travail « régulier » pour quelques mois. Elles furent attachées aux divers établissements d'Etat comme secrétaires, archivistes, dactylographes, etc. En général, la Direction du Travail obligatoire paraît embarrassée d'appliquer le travail obligatoire pour les jeunes filles. On étudie la

question avec attention en se rendant bien compte de toutes les difficultés qui existent pour le travail féminin. La convocation des jeunes filles en 1922 et le « Règlement sur la prestation du travail des jeunes filles » portent encore toutes les traces d'une expérience et donnent le droit d'envisager l'organisation du travail féminin comme non encore définitivement déterminée.

Enfin, une autre expérience a été faite avec le travail obligatoire ; ce sont les semaines scolaires du travail qui eurent lieu du 21 au 27 mars et au début d'octobre 1921. C'est une initiative du Ministère de l'Instruction Publique qui a pour but la propagande de l'idée du travail obligatoire parmi la jeunesse. Les élèves de toutes les écoles sont obligés de travailler pendant les semaines du travail obligatoire, sous la direction de leurs professeurs, pour l'exécution de travaux déterminés par les directeurs des écoles.

IV. CONSIDERATIONS SUR LA NATURE JURIDIQUE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE.

Au point de vue juridique le travail obligatoire présente un très grand intérêt. Comme chaque institution du droit public, l'application de la nouvelle législation bulgare soulève une série de questions de première importance. D'abord ce sont les problèmes concernant la théorie générale de l'Etat qui sont soulevés par cette innovation tentée dans un Etat démocratique dont la vie politique est fondée sur les principes individualistes de la Révolution française. Ensuite, ce sont les questions d'ordre pratique qui se posent devant le juriste.

On peut se demander, par exemple, si les assujettis au travail obligatoire n'ont pas le droit à une indemnité pour les jours qu'ils ont consacrés à l'Etat ou à la commune en travaillant. Cette question ne paraît pas très paradoxale si on examine avec attention le texte de la loi du 9 Novembre 1921 où nulle disposition ne détermine le caractère gratuit de ce « travail social obligatoire » (art. 1) et, surtout, si on prend en considération les articles 67 et 68 de la Constitution bulgare qui proclame l'inviolabilité de la propriété privée et la nécessité d'une indemnité en cas d'expropriation pour l'utilité publique. On peut se demander, également, de quelle manière doit être déterminée

l'indemnité en cas d'accidents ou de maladies contractées par les trudovaks pendant l'exécution du travail obligatoire. Les questions concernant la responsabilité des trudovaks en cas d'insoumissions non prévus par la loi du 9 novembre 1921 peuvent aussi se poser.

Naturellement, ici nous ne pouvons guère nous arrêter sur toutes ces questions. Nous essaierons seulement de nous faire une idée de la nature juridique du travail obligatoire — une question dont la résolution déterminera la résolution des autres questions qui se posent sur le travail obligatoire.

Nous le ferons en comparant le travail obligatoire aux institutions de droit public qui lui ressemblent le plus. Ces institutions sont la corvée royale en France au XVIII^e siècle, la réquisition militaire des services personnels, la réquisition civile, l'impôt de prestation, le service militaire obligatoire et enfin le système communiste du travail obligatoire en Russie.

Nous essaierons de montrer les traits essentiels de chacune de ces institutions afin d'établir les ressemblances et les différences existant entre elles et le travail obligatoire bulgare.

La corvée royale en France au XVIII^e siècle (1)

1. *Gabriel Habault*. La corvée royale au XVIII^e siècle. Thèse pour le doctorat. Paris 1903.

G. Denoix. L'évolution historique de la prestation en nature et la réforme de 1903. Thèse pour le doctorat. Paris 1904.

Antoine Ségalat. L'impôt des prestations. Thèse. Toulouse 1906.

n'est qu'une prestation en nature exigée d'une certaine catégorie d'individus pour l'entretien des routes. Elle est un impôt essentiellement personnel et corporel, puisque le corvéable ne peut ni se faire remplacer, ni se libérer en argent. Les motifs qui amènent le pouvoir royal au XVIII^e siècle à utiliser la corvée sont les suivantes : d'abord on est pénétré davantage, à cette époque, de l'importance des grandes voies de communication au point de vue de l'intérêt général du royaume. On est, en second lieu influencé par cette considération que la pratique des corvées féodales et militaires ayant habitué la population au mode de paiement en nature d'une contribution, la corvée royale pourrait dès lors être appliquée facilement et sans trop de résistance. Enfin et surtout, le pays étant ruiné par les guerres incessantes, surchargé d'impôts et incapable de supporter de nouvelles contributions pécuniaires, il est tout naturel d'employer une ressource en nature que l'on a sous la main et sans frais.

La corvée royale manque de règles générales pour son application ; elle est soumise à l'arbitraire des intendants qui, chacun dans leur généralité, ont édicté des règlements divers, plus ou moins pratiques et plus ou moins oppressifs. La répartition opérée par l'intendant présente une inégalité choquante. La corvée ne s'y adresse le plus souvent qu'aux « journa-

Vignon. Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France au dix-septième et dix-huitième siècle.

liers en état de travailler », aux « laboureurs, à la population agricole qui habite les faubourgs, épargnant les bourgeois, marchands et artisans qui ne sont pas même contraints, en compensations, de fournir une taxe pécuniaire. Les diverses tentatives d'amélioration du régime de la corvée restent sans résultats. Elle est abolie à la veille de la Révolution française (1).

Les Bulgares ont connu la corvée (*angaria*) qui existait sous la domination turque jusqu'à l'affranchissement de la Bulgarie en 1879.

La réquisition militaire (2) est un des compagnons inévitables de la guerre. Comme la guerre, elle est un coup de force nécessaire ; elle constitue le droit commun de la guerre, contraire au droit commun de la paix. Comme le définit M. Béquet (*Répertoire de droit administratif*), elle est une obligation imposée à un particulier d'abandonner la propriété de ses biens et immeubles, ou même de rendre certains services personnels, le tout pour les besoins de l'armée ou des opérations militaires. Elle est donc un acte de puissance publique dérivant d'un droit *sui generis*, d'un jus singulare, justifié par des considérations de salut public.

1. SEGALAT. — Op. cit. pp. 11, 14, 15.

2. — La littérature sur les réquisitions militaires est très abondante. Nous ne citons que Larnaude : *De l'indemnité dans les réquisitions militaires*, Le journal la « Loi » des 14 et 15 février 1917, et J. Calmèjane-Course : *La nature juridique de la réquisition militaire*. Thèse pour le doctorat. Paris 1920.

Presque toutes les législations prévoient une indemnité pour les réquisitions militaires. La loi française du 3 Juillet 1877, dans son article 2, dit notamment : « Toutes les prestations donnent droit à des indemnités représentatives de leur valeur, sauf dans les cas spécialement déterminés par l'article 15 de la présente loi. »

Pour la réquisition militaire, telle qu'elle a fonctionné en France dans la période 1914-1918, M. Calmejancourse donne en termes un peu lourds mais assez précis la caractéristique suivante : « Le droit, expressément sanctionné par la loi, existant en temps de guerre en marge de toutes constitutions ou lois ordinaires, qu'à l'armée ou l'autorité civile déléguée, moyennant en principe l'accomplissement de certaines formalités, de contraindre les particuliers ou les personnes morales, toujours sauf le cas de force majeure, par l'intermédiaire des municipalités opérant entre ces dernières une répartition, à lui livrer immédiatement biens et services jugés par elle et pour elle nécessaires, soit sans indemnité, soit avec indemnité jamais préalable et, dans ce dernier cas, fixée par elle ou par la loi et le plus souvent nettement inférieure à la valeur communément appréciée de ces biens et services, indemnité parfois soumise, parfois soustraite au droit de révision de l'autorité judiciaire. »

En Bulgarie la réquisition militaire existe presque sous le même aspect qu'en France.

La réquisition civile (1) est une autre opération de puissance publique. En exerçant son droit de réquisition, l'Etat prend ou exige qu'on lui livre ce qui lui est nécessaire, sauf à accorder ensuite une indemnité. Le principe du droit de réquisition civile est posé dans l'article 475 du Code pénal : .

Art. 475. — « Seront punis d'amende de six francs jusqu'à dix francs inclusivement.

12° Ceux, qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis dans les circonstances d'accidents, inondations, incendie ou autre calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire. »

Comme on le voit, il s'agit surtout de services personnels que l'individu doit à la communauté dans certains cas où un danger menace la vie normale de la société. Dans tous ces cas, une indemnité est due aux services rendus ou aux services prêtés. L'article 545 du Code civil proclame qu'on ne peut enlever quoi que ce soit à un individu, sans lui en payer le prix ; donc, on ne peut lui demander son travail, son intelligence qui le font vivre, sans l'indemniser du temps qu'il est contraint de soustraire ainsi à ses besoins personnels.

1. R. FRACHON. — Du droit de réquisition civile. Thèse pour le doctorat. aris 1911.

L'impôt de prestation (i) est un impôt qui peut être institué par les communes pour l'entretien des chemins vicinaux et ruraux reconnus en cas d'insuffisance de leurs ressources ordinaires. Dans cette hypothèse, les communes ont le droit d'établir des centimes spéciaux, ou des prestations, ou ces deux modes d'impositions concurremment.

Le caractère particulier des prestations est d'être un impôt équitable soit en argent, soit en nature. Il est, en effet, de trois journées de travail au maximum pour les chemins vicinaux et d'une journée au maximum pour les chemins ruraux reconnus. Le contribuable a le droit d'option entre le paiement en argent et l'exécution en nature. Au cas où il ne fait pas sa déclaration en temps voulu, il est d'office imposé en argent.

Les prestations sont considérées en général comme une modification et une transformation de l'ancienne corvée. Il est vrai qu'au point de vue du développement historique, il existe un lien entre la corvée d'autrefois et la prestation contemporaine. Néanmoins, comme on le voit, des différences profondes séparent nettement ces deux institutions l'une de l'autre.

La prestation en nature existe en Bulgarie comme *obchtinska peulna povinnost*, c'est à dire prestation communale des routes. Réglementée à diverses re-

1. ALLIX. — Traité élémentaire de science, des finances et de la législation financière française, 4^e édit., 1921, pp. 832-834. Précis de droit adm. et de droit public, 9 édit., pp. 953-954.

prises par la législation bulgare, la *peutna povinnoste* se présente actuellement (loi du 6 Juillet 1920) sous la forme suivante : Tout habitant du royaume du sexe masculin entre 21 et 55 ans est tenu d'accomplir chaque année cinq journées de travail pour l'entretien des chemins vicinaux. S'il possède un véhicule, il doit se présenter au travail avec ce véhicule, et en ce cas sa prestation est réduite à deux journées. Le prestataire ne peut être astreint à travailler à plus de quinze kilomètres de son domicile, ni en dehors des limites de son arrondissement. L'obligation pèse sur le village considéré comme une unité. (*)

Le service militaire obligatoire (1) est aujourd'hui le moyen presque universellement adopté pour

* MAX LAZARD. — Op. cit. p. 14. A côté de cette prestation communale des routes, en Bulgarie existait encore l'impôt des routes, payé en argent (d'abord 11 0/0 et puis 23 0/0 des impôts directs payés par le contribuable). Cet impôt fut définitivement abandonné en 1921 dans un but de simplification. (Ct Herouin. Les impôts directs en Bulgarie depuis l'affranchissement jusqu'en 1922. p. 123-124.).

1. HAURIU. — Précis de droit administratif et de droit public. 9^e édit., 1919.

Le service militaire et l'armée comme institutions sociales sont analysées d'une manière remarquable par le professeur russe Droutzkoïy dans son ouvrage : « Les causes d'irresponsabilité dans le droit pénal militaire » (en russe). St-Petersbourg 1902. Les questions de la discipline et de la hiérarchie militaires sont traitées dans notre livre intitulé : « Les bases de la vie militaire » conférences faites à l'école militaire de Sofia, 1920 (en bulgare).

le recrutement des armées nationales. Selon la loi du 21 mars 1905, le service militaire est obligatoire pour tous les français reconnus aptes au point de vue physique, et rigoureusement égal pour tous, sans aucune dispense, à l'exception des hommes qui s'en sont rendus indignes en encourant certaines condamnations et qui accomplissent leur service dans des conditions particulières.

Les armées ainsi constituées sont des organisations qui ne poursuivent qu'un seul but, guerroyer. La guerre, comme but unique et définitif de l'armée, impose les traits essentiels de son organisation qui sont la discipline, la hiérarchie et l'armement. Il est vrai qu'on trouve également ces trois éléments à la base d'autres institutions sociales poursuivant des buts plus paisibles. La discipline et la hiérarchie existent aussi dans chaque association de production, dans une usine par exemple. Mais quelle différence énorme nous trouvons entre la discipline militaire et la discipline imposée par les règlements de l'ordre intérieur dans une fabrique ; entre la hiérarchie militaire et la hiérarchie établie pour le personnel d'une fabrique ; entre l'armement militaire et les machines et les outils d'une fabrique ! La discipline militaire n'est qu'une soumission intégrale de la volonté du soldat à la volonté du chef supérieur ; la hiérarchie militaire n'est qu'une échelle de la soumission progressive des différents grades militaires ; l'armement comprend les machines et les outils destinés uniquement à faire la guerre.

Le système communiste du travail obligatoire (1), en vigueur aujourd'hui dans la Russie des Soviets, est une application de l'organisation sociale définie dans l'article 18 de la Constitution russe adoptée le 10 Juillet 1918. Le principe de cette organisation est le suivant : le travail est une obligation sociale ; l'État a le droit d'obliger l'individu à travailler et même de lui assigner la tâche à accomplir et de le punir s'il n'obéit pas. Le travail humain est une propriété de l'État.

Le principe du travail obligatoire est l'un des traits de la plupart des systèmes socialistes. Même chez un socialiste modéré comme l'est M. Rathenau, dans son ouvrage intitulé « *Neue Wirtschaft* » (1921), où il développe la doctrine d'un socialisme de la production, rappelant un peu le Saint-Simonisme, il n'est pas difficile de trouver les justifications de ce principe (2).

Le gouvernement qui pratique en Russie la pre-

-
1. *Bureau International du Travail*. — Les conditions du travail dans la Russie des Soviets, 1920.

La situation de la main d'œuvre en Russie depuis la révolution bolchevique. Dans la *Revue Internationale du Travail*, 1921, octobre, vol. IV, n° 1.

SIMON ZAGORSKY. — La République des Soviets. Bilan économique. Payot, Paris, 1921.

LYDIA BACH. — Le droit et les institutions de la Russie soviétique. Paris, 1923, p. 211-219 ; 319 et c.

2. — *L'Opinion*, n° 14, avril 1921. V. aussi « W. Rathenau », par Jean Lescure, dans la « *Revue Politique et Parlementaire* », août 1921, p. 253.

mière expérience du communisme que l'on ait vu appliquer à un peuple tout entier, en a fait un de ses dogmes. Voici comment s'exprime Trotzky : « Le travail obligatoire est un travail où chaque citoyen occupe la place qui lui fut indiquée par l'autorité régulière du district, de la province ou de la région ; c'est un programme réglementé conformément à un programme d'Etat qui englobe tout le pays, toute la classe ouvrière. Et sous cette forme, l'idée du travail obligatoire a toujours fait partie du programme socialiste. »

« Nous reconnaissons le droit à l'Etat ouvrier d'envoyer chaque ouvrier ou chaque ouvrière là où l'on a besoin d'eux pour l'exécution de diverses tâches économiques ; nous reconnaissons par là le droit de l'Etat de châtier l'ouvrier ou l'ouvrière qui aurait refusé d'obéir aux ordres de l'Etat ou de soumettre leur volonté à celle de toute la classe ouvrière et de ses organes dirigeants » (1).

Dans le développement actuel du régime bolcheviste, trois causes amènent la mise en pratique du travail obligatoire : 1° — l'effroyable crise des transports et du combustible qu'il faut surmonter à toute puissance publique dérivant d'un droit sui generis, mejancourse donne en termes un peu lourds prix et dans le plus bref délai ; 2° — l'existence d'une grande armée qui, après la victoire sur Koltchak et sur Denikine, n'était plus employée sur le front, mais qu'on ne pouvait démobiliser à cause de la si-

1. — *L'Opinion*, n° 14, 2 avril 1921, p. 382.

tuation politique extérieure ; 3° — enfin et surtout la mobilisation des industries (1).

Donc, le travail obligatoire russe, à côté du but économique, cherche à obtenir la transformation complète de l'ordre social. L'obligation de travailler s'attache à l'individu aussi longtemps que celui-ci est apte au travail et qu'il vit dans la communauté.

*
* *

Les conclusions qui s'imposent d'une comparaison du travail obligatoire avec toutes ces institutions nous permettent de caractériser le système bulgare comme une institution *sui generis* du droit public.

D'abord, on remarque qu'un lien plus ou moins étroit existe entre toutes ces institutions et l'événement le plus important de la vie sociale qui est la guerre. La corvée royale en France, « l'angaria » en Bulgarie sous la domination turque, ont leurs sources dans les corvées militaires. La réquisition militaire et le service militaire obligatoire sont créés et existent uniquement pour la conduite des guerres. La réquisition civile et l'impôt de prestation ont leurs origines plus ou moins lointaines dans la corvée et enfin le système communiste du travail obligatoire quoiqu'il puisse paraître comme l'application de la doctrine collectiviste, porte néanmoins les traces profondes des conditions militaires dans lesquelles il prend naissance.

Le travail obligatoire bulgare peut aussi être consi-

1. *Bureau International du Travail*. — Les conditions du travail en Russie des soviets, p. 150.

déré comme la conséquence des conditions économiques, sociales et morales créées par la guerre, notamment par les guerres de 1912-1913 et de 1915-1918. Durant ces guerres l'autorité publique a pris le goût d'exécuter certains travaux moyennant les prestations en nature. Les réquisitions militaires, ainsi que plusieurs autres prestations en nature prescrites directement par l'autorité militaire d'une manière peut-être pas toujours conforme aux lois, surtout dans la zone des opérations, furent pratiquées très largement.

En somme, comme nous l'avons vu, l'institution bulgare est introduite : 1° — par la nécessité de trouver des moyens et des ressources nouvelles pour la reconstitution économique du pays qui, après une longue guerre, est obligé par le traité de paix, de payer non seulement ses propres dépenses occasionnées par la guerre, mais aussi celles de ses voisins. 2° — par la nécessité, après la disparition du service militaire obligatoire, d'établir une institution qui peut cultiver chez le peuple bulgare l'amour et l'intérêt du bien commun et développer en lui l'esprit de la coopération et du secours mutuel ; 3° — par le désir de profiter des beaux exemples que la productivité collective a donné pendant la guerre (construction de plusieurs chemins de fer, télégraphes, téléphones, bâtiments etc., sur le théâtre des opérations par les troupes).

En second lieu toutes les institutions du droit public énumérées, au point de vue juridique, contiennent les quatre éléments essentiels de tout droit de puissance : le sujet de ce droit, c'est l'Etat ; il en est

le titulaire et l'exerce par l'intermédiaire de ses organes. Le contenu, le bénéfice, le fruit de ce droit, ce sont les services que l'Etat peut se procurer grâce à lui. L'objet ce sont les individus sur lesquels ce droit porte. Enfin, nous trouvons une sanction, l'élément très important sans lequel l'exercice du droit n'aboutirait à aucun résultat pratique (1). L'analyse juridique du travail obligatoire bulgare dégage, sans aucune difficulté, les mêmes éléments essentiels.

Enfin, toutes les institutions que nous avons examinées sauf le service militaire obligatoire, poursuivent des buts économiques plus ou moins prononcés. Le travail obligatoire n'en fait pas une exception. Mais à côté du but économique il se propose aussi le but éducatif. Il veut établir un système d'enseignement professionnel obligatoire et d'éducation sociale. Le système bulgare peut être envisagé comme un essai d'organisation de l'éducation par le travail.

*
* *

Les traits caractéristiques de chacune des diverses institutions du droit public que nous avons exposées plus haut, nous montrent d'une manière assez claire, nous semble-t-il, les grandes différences qui les séparent du travail obligatoire. On a essayé en plusieurs reprises de démontrer tantôt que le système bulgare n'est qu'un système de service militaire obligatoire déguisé, tantôt qu'il n'est qu'une adaptation légèrement modifiée du système communiste du tra-

1 FRACHON. — Du droit de réquisition civile, p. 8-9.

vail obligatoire, tantôt enfin qu'il n'est qu'un impôt direct, un impôt de prestation.

Le système du travail obligatoire établi par la loi abrogée du 14 juin 1920 montre à première vue des ressemblances, dans son organisation surtout, avec le service militaire obligatoire (1). Le système établi par la loi du 9 novembre 1921 rapproche le travail obligatoire de l'impôt de prestation. Mais est-ce que ces ressemblances, d'ailleurs assez faibles, permettront d'identifier le travail obligatoire bulgare, soit avec le service militaire obligatoire, soit avec l'impôt de prestation ? Certainement non. Ni le but, poursuivi par le travail obligatoire bulgare, ni son organisation actuel, ni son caractère d'ensemble ne donnent droit à de pareilles conclusions. (2) Le système communiste d'autre part, qui suppose non seulement une organisation nouvelle de la société, mais surtout une transformation complète de la vie économique du pays est aussi sensiblement différent de notre système.

C'est une institution qui conserve, à côté des rapprochements avec les autres institutions publiques, ses traits profondément originaux. Elle ne peut être confondue non plus avec l'ancienne corvée, ou avec les réquisitions civiles et militaires. *Le travail obligatoire bulgare doit être envisagé comme une institution sui generis du droit public.*

1. Bureau International du Travail. — La loi bulgare sur le travail obligatoire.

2. MAX LAZARD. — Op. cit. p. 111, 112, 114.

Dans cette constatation se trouve déjà la base d'une élaboration sur la nature juridique du travail obligatoire bulgare. C'est une institution du droit public dérivant d'un jus singulare de la puissance publique, justifié par des considérations de salut public et de la situation extraordinaire dans laquelle se trouve la Bulgarie après la guerre.

V. CONSIDERATIONS SUR LA VALEUR ECONOMIQUE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE.

M. Stoyanoff, le directeur général de la prestation du travail fait dans sa brochure l'aveu suivant sur l'application du travail obligatoire : « Des obstacles, des intrigues, des menaces et des restrictions venant du dehors, des contestations sur l'utilité de l'Institut lui-même, ayant souvent leur source dans les milieux mêmes qui créèrent la prestation du travail, accompagnaient de près le développement de la nouvelle institution. »

« C'est le sort de toutes les entreprises importantes, des réformes considérables en vue de la régénération rapide de la nation, surtout lorsqu'elles portent une atteinte sensible à la liberté individuelle et aux intérêts du *citadin égoïste* (1). Et dans tous ces cas, la foi, l'énergie seules, tant des créateurs de cette institution que de ceux qui sont chargés de son application, ont réussi à venir à bout de ces difficultés. » (2)

Les critiques contre l'institution du travail obli-

1. *Le citadin égoïste*. — C'est une expression qui caractérise la politique sociale des agrariens et leur conception des classes sociales.

2. STOYANOFF. — Le travail obligatoire en Bulgarie, p. 37 (texte bulgare), p. 56 (texte français).

gatoire en Bulgarie étaient vraiment nombreuses et vives. Les socialistes ont protesté contre ce système dans lequel ils voient un moyen de former une armée de briseurs de grèves. Presque partout on démontrait que cette expérience coûterait très cher à l'Etat. Les partis bourgeois l'envisageaient comme une mesure réactionnaire, antidémocratique qui produirait le bouleversement profond de notre état social. On parlait d'un attentat contre la loi.

Dans toutes ces critiques, il faut l'avouer, il y a une grande part de vérité. Cependant, si on veut se rendre compte de la valeur économique, sociale et politique de l'institution, il faut agir avec prudence. Les difficultés qui accompagnent l'appréciation de ce système nouveau sont grandes, les dangers à éviter sont multiples.

Tout d'abord, il ne faut pas oublier que les données que nous possédons sur l'application pratique du travail obligatoire sont insuffisantes, tantôt incomplètes, tantôt inexactes. Ensuite il faut tenir compte de la politique qui s'introduit d'une manière peut être inattendue mais violente dans ce domaine. La Bulgarie traverse en ce moment une crise politique assez pénible. Les luttes entre les partis politiques portent un caractère très prononcé d'acharnement et d'intransigence. Les agrairiens, dans le nombre des grandes réformes entreprises par eux, considèrent le travail obligatoire comme une œuvre de première importance. Leurs adversaires politiques s'efforcent de démontrer à tout prix les défauts de cette innovation. Il est très difficile, pour l'observa-

teur, de rester en dehors de l'influence de ces divergences si nettement prononcées. Néanmoins, nous ne voulons pas prendre part à ces querelles politiques et tâcherons de trouver une position aussi neutre que possible en nous plaçant uniquement sur les bases solides de la science.

*
* *

Au point de vue économique, le travail obligatoire se propose de « transformer la Bulgarie en un pays entièrement bien construit avec le minimum de dépenses en argent, » comme le dit M. Stoyanoff. (*) Mais est-ce qu vraiment on peut atteindre ce but par le travail obligatoire ?

M. Stoyanoff, pour apprécier les résultats obtenus du travail obligatoire procède à l'évaluation suivante, en se servant des données fournies jusqu'à septembre 1921 à la Direction Générale de la Prestation du Travail.

« Pour le travail obligatoire ordinaire (régulier) jusqu'à cette date ont été utilisés des hommes dont les journées s'évaluent à 240.452 à raison de 50 léva chacune, c'est à dire à la somme de 12 millions et 1/2 de léva. Pour l'année 1921-1922, nous aurons 3.200.000 journées (16.000 hommes travaillant chacun 200 jours) à raison de 50 léva chacune, soit 160.000.000 de léva. »

« Pour le travail obligatoire temporaire, le nombre global approximatif des citoyens appelés par les communes respectives pour accomplir un travail de dix

1. STOYANOFF. — Op. cit. p. 87.

jours s'élève à 900.000 hommes. Selon les données de la Direction 86 0/0 des citoyens ont répondu à l'appel, c'est à dire 774.000 hommes ; chacun ayant travaillé dix journées, on a 7.740.000 journées. Aujourd'hui le salaire moyen varie entre 50 et 60 léva ; si l'on évalue la journée à 50 léva, on aura 387.000.000 de léva. » (1) ; et le directeur général de la Prestation du travail présente ces sommes comme gagnées par l'Etat et par la société au moyen du travail obligatoire.

Il n'est pas besoin de trop insister sur le caractère un peu trop simpliste de cette manière d'évaluation. La question de la valeur économique du travail obligatoire est une question plus compliquée qu'on ne le pense au premier instant. Elle peut être considérée à deux points de vue : d'abord on peut envisager l'institution en se bornant uniquement aux considérations d'ordre fiscal et puis on peut apprécier sa valeur en se plaçant sur le terrain de l'économie nationale.

L'appréciation du travail obligatoire au point de vue fiscal sera possible si on compare les valeurs créées par les troulovaks avec les sommes dépensées par l'Etat pour leur entretien. Ici nos considérations doivent se borner uniquement au travail obligatoire « régulier ». Le travail obligatoire « temporaire », comme nous l'avons vu, a le caractère d'une prestation communale — l'Etat ne dépense rien pour l'entretien des troulovaks « temporaires » et les tra-

1. STOYANOFF. — Op. cit. p. 23 et suiv.

vaux exécutés par ces derniers sont au profit des communes.

Les dépenses effectuées par l'Etat pour l'entretien et l'organisation du service de travail obligatoire sont ainsi évaluées : Dépenses réelles imputées sur le budget 1920-1921 — 49.770.190 leva (1) ; dépenses réelles effectuées pendant l'année financière 1921-1922 — 114.885.593 leva ; crédits autorisés par le budget 1922-1923 — 204.345.000 leva. (2).

Une certaine partie de ces sommes a été dépensée pour l'acquisition des instruments, des moyens de transport, de vêtements et d'autres objets d'inventaire. M. Stoyanoff évalue le matériel disponible à la fin du deuxième exercice à la somme de 70 millions de leva. (3)

Les grandes difficultés commencent quand on veut connaître ce que l'Etat reçoit du travail obligatoire « régulier ». M. Max Lazard a posé la question d'une manière très claire et il a essayé de se rendre compte du rendement du travail obligatoire régulier, sans

1. STOYANOFF. — Op. cit. p. 22.

2. HEROIN. — Les impôts directs en Bulgarie, p. 164.

3. STOYANOFF. — Op. cit. p. 23. MAX LAZARD (Op. cit. p. 73) compte dans cette catégorie les immeubles appartenant à la Direction du travail obligatoire. Il est mis évidemment en erreur par l'expression « biens » employée dans l'édition française de la brochure de M. Stoyanoff. En réalité la Direction du trav. oblig. a reçu ses immeubles (édifices, terrains) directement de l'Etat sans effectuer des dépenses dans ce but, sauf les cas quand ces immeubles exigeaient des améliorations.

d'ailleurs obtenir des résultats appréciables.

Nous pensons que le problème doit être résolu uni-

Nous pensons que le problème doit être résolu uniquement sur la base d'évaluation des travaux exécutés par les troudivaks. Les résultats de chaque espèce de travail sont des valeurs qui peuvent être comparées à d'autres valeurs et par conséquence être appréciées en argent. Nous savons, par exemple, d'après le spécimen N° 1 communiqué par M. Max Lazard (1) que pendant neuf jours du mois d'avril 1922 un certain nombre de troudivaks (83-92) ont exécuté les travaux suivants : terrassements — 615 mètres cubes et remblais transportés 1.086 mètres cubes. Ces résultats ont sans doute une valeur pécuniaire qui peut être évaluée par les techniciens pour être ensuite opposée à la somme dépensée par l'Etat pour l'entretien de ces troudivaks et pour l'organisation de leur service.

M. Stoyanoff nous donne dans sa brochure (2) la liste des travaux exécutés pour l'Etat par les troudivaks réguliers dans la période entre le 20 avril et le 1^{er} septembre 1921 (246.452 journées de travail). Les résultats de ces travaux représentent pour l'Etat des acquisitions qui sont appréciables en argent. La somme totale qu'on recevra de cette manière doit être diminuée de la somme représentant la valeur des travaux dont les produits étaient consommés par

1. MAX LAZARD. — Op. cit. p. 79.

2. STOYANOFF. — Op. cit. p. 89-93 ; MAX LAZARD op. cit. p. 60 et suiv.

les troulovaks eux mêmes. L'excédent ainsi obtenu, comparé aux dépenses de la Direction du travail obligatoire, nous donnera une idée juste du rendement de cette institution au point de vue fiscal.

Ici, naturellement, nous ne pouvons pas procéder à cette opération vu le manque de données statistiques et techniques.

Quant aux troulovaks « réguliers » qui pendant 1921 ont travaillé pour les communes, on ne doit pas les prendre en considération, parce qu'au point de vue fiscal, ils n'ont rien coûté à l'Etat et l'Etat n'a rien reçu d'eux.

Le gouvernement, dans le budget pour l'année financière 1922-1923, a essayé d'apprécier la valeur fiscale du travail obligatoire de la manière suivante : Comme une partie considérable des troulovaks « réguliers » sont mis à la disposition des divers ministères, ces derniers sont obligés d'inscrire à leurs budgets les crédits appropriés de manière que chaque journée de travail fournie donnerait lieu à une écriture faisant passer une certaine somme du débit du ministère intéressé au crédit de la Direction générale du travail obligatoire. Le prix unitaire par journée a été fixé à 30 leva (1). A cette somme on ajoute le prix des marchandises vendues au public ou cédées aux diverses administrations par la direction du tra-

1. MAX LAZARD. — Op. cit. p. 73.

2. M. HEROIN. — (Op. cit) a évidemment omis d'ajouter les recettes de cette catégorie évaluées pour l'année 1922-1923 à 20.000.000 leva. Voir infra.

du travail obligatoire. Le prix unitaire par journée comme rachat de la prestation. Ainsi dans le budget pour l'année financière 1922-1923 on se trouve devant le tableau suivant des dépenses et des recettes prévues pour le travail obligatoire.

Recettes :

1) Redevances des ministères.....	120.000.000
2) Marchandises vendues ou cédées par la direction du trav. obligatoire....	20.000.000
3) Rachat de la prestation.....	80.000.000

Total des recettes 220.000.000

Dépenses 204.345.000

Le gouvernement estime donc que le travail obligatoire rapporte au fisc plus que l'Etat n'en dépense pour lui. Naturellement, il est permis de douter à quel point ces prévisions seront justifiées par la réalité. M. Héroin témoigne qu'un examen des divers budgets bulgares montre que les prévisions des recettes sont rarement atteintes et les dépenses sont quelquefois dépassées (1). Nous pensons qu'il est un peu trop sévère pour les financiers bulgares. Acceptons donc la possibilité au point de vue purement fiscal d'un excédent rapporté à l'Etat par le travail obligatoire. Mais quelle est la valeur réelle de cet excédent budgétaire ? Serait-il justifié si on se place sur le terrain plus vaste de l'économie nationale ?

Ici nous arrivons à des questions d'une très grande

1. HEROIN. — Op. cit. p. 164.

importance. Au point de vue de l'économie nationale, le travail obligatoire ne représente qu'un bouleversement systématique de la vie économique du pays, parce que de temps en temps on oblige les citoyens à changer provisoirement et forcément leurs occupations ordinaires. En réalité, chaque citoyen occupe une place et accomplit un rôle dans le vaste système de l'économie nationale, une place et un rôle qui font de lui, plus ou moins, un spécialiste, ce qui a pour résultat un plus grand rendement qualitatif et quantitatif de son travail. Après Ad. Smith, il est inutile d'insister sur les grands avantages économiques de la division du travail et de la spécialisation qui s'en suit. Dans l'organisation si complexe de l'économie nationale contemporaine, on ne peut plus faire la distinction entre les classes ou les professions productives et les classes ou les productions stériles, comme les physiocrates ont autrefois essayé de le faire. Tout ce que l'on obtiendrait en employant certaines catégories de jeunes gens à travailler pour l'entretien des routes, aux champs ou dans les usines, ce serait les empêcher de rendre pendant ce temps-là des services dans leur profession normale ou de s'y préparer.

De cette manière on arrive d'abord à se demander si vraiment tous les gens convoqués peuvent fournir un travail qui sera équivalent au travail fourni par un salarié s'occupant normalement de cette espèce de travail. Le travail obligatoire est une prestation en nature et tous les inconvénients de celle-ci lui sont propres. L'ouvrage effectué par les prestataires

est tout à fait insuffisant, soit au point de vue de la quantité, soit au point de vue de la qualité. Les causes de cette double improductivité sont multiples. Premièrement, c'est la règle générale que tout travail imposé et sans rémunération est un travail désagréable et improductif. Ensuite, les prestataires ne sont pas accoutumés à exécuter les diverses sortes de travaux qu'on leur impose.

D'autre part, la direction et la surveillance des travaux obligatoires ne peuvent être assurées que très difficilement et toujours avec de grandes dépenses. Une organisation bureaucratique très compliquée et très coûteuse doit être mise en œuvre.

pations ordinaires. Mais cela s'explique par le caractère exceptionnel de la guerre qui exige la mise en œuvre de grandes masses d'hommes et qui ordonne le sacrifice temporaire des intérêts de l'économie nationale devant les intérêts suprêmes de la nation.

Toutes ces considérations nous donnent bien le droit de douter des avantages économiques présentés

Le caractère des travaux qu'on se propose d'accomplir par le travail obligatoire ne diffère guère du caractère général des travaux accomplis dans les divers domaines de l'économie nationale. Voilà pourquoi, toutes ces mesures extraordinaires ne peuvent être expliquées par le caractère exceptionnel des travaux qu'on se propose d'accomplir. Par exemple, le service militaire obligatoire produit aussi un bouleversement dans l'économie nationale ; il arrache des milliers de gens à leurs professions normales et les oblige à changer provisoirement et forcément leurs occu-

par le travail obligatoire. En tout cas on peut déjà se rendre compte de cette question après l'expérience faite depuis trois ans en Bulgarie. On n'a qu'à estimer d'une part la valeur de tous les travaux publics accomplis par la prestation du travail et, d'autre part, le coût de cette prestation, c'est à dire les dépenses effectuées par l'Etat pour l'entretien des services du travail obligatoire et les pertes subies par l'économie nationale qui a perdu pendant les journées de travail obligatoire une quantité déterminée d'ouvriers. En comparant ces deux valeurs, nous pourrions avoir une idée de la valeur économique du travail obligatoire. Ainsi par exemple, si on utilise les données fournies par M. Stoyanoff dans sa brochure, on doit poser la question de la manière suivante : par le travail obligatoire qui a coûté à la Bulgarie jusqu'à la fin de 1921, la somme approximative de 586 millions 1/2 de leva (50 millions de leva de dépenses budgétaires pendant 1920 et 57 millions de leva de dépenses budgétaires pendant 1921 — la moitié de la somme de 114 millions — plus 387 millions de leva, 12 millions 1/2 de leva et 80 millions de leva représentant la valeur des jours ouvrables enlevés aux divers domaines de l'économie nationale par le travail obligatoire provisoire et régulier) a-t-on créé des améliorations équivalent à cette somme ?

Nous n'avons pas la possibilité de faire ici cette évaluation, mais nous pensons, après tout ce qui a été dit sur la qualité et la quantité d'un travail imposé aux gens qui n'y sont guère accoutumés, qu'il est

très probable que les résultats d'une pareille évaluation sont négatifs.

*
* *

Le travail obligatoire peut exercer une influence favorable sur le développement de l'économie nationale s'il se propose d'exécuter un vaste programme bien déterminé d'avance, ce que nous ne voyons guère en Bulgarie. Ce programme peut être conçu de deux manières différentes : on peut se proposer d'atteindre la socialisation complète ou partielle de l'économie nationale ou au contraire, on peut chercher à créer, par les moyens du travail obligatoire des conditions qui favorisent le développement des économies privées.

La socialisation plus ou moins complète de l'économie nationale est une tâche très difficile mais réalisable avec les ressources fournies par le travail obligatoire. Les « agriculteurs » bulgares, fort influencés par les doctrines socialistes, ne dissimulent pas leurs préférences pour un système de socialisme d'Etat en ce qui concerne l'industrie et le commerce, mais ils restent des individualistes dès qu'il s'agit de l'agriculture et du village en général. La mise en pratique du travail obligatoire jusqu'à présent ne découvre pas, sauf de rares exceptions, des tendances bien prononcées pour un socialisme d'Etat. Les entreprises économiques de la Direction du Travail obligatoire poursuivent pour l'instant les buts très restreints de satisfaire aux besoins des troudevaks eux-mêmes. Les autres ministères qui utilisent la main d'œuvre des

troudovaks n'ont pas élagi jusqu'à présent leur activité économique et rien n'indique qu'ils ont l'intention de le faire dans l'avenir. Même dans le domaine du service de transport, malgré les besoins imminents, l'Etat ne songe pas à utiliser les troudovaks pour la création d'un service de transport par automobiles, vu l'insuffisance du réseau des chemins de fer et les difficultés présentes de son extension et de son entretien en bon état.

Quant à l'utilisation du travail obligatoire pour la création des conditions qui favorisent le développement des économies privées, sur ce point aussi on ne voit ni des conceptions très claires chez les dirigeants bulgares ni l'application d'un programme bien déterminé. Cependant la Bulgarie est un pays où on peut et on doit beaucoup faire dans ce domaine.

D'abord l'outillage national est tout à fait insuffisant ; surtout les moyens de communication laissent beaucoup à désirer. Ensuite, dans certaines régions montagneuses la population est pauvre et non suffisamment productive. Les industries à domicile peuvent très bien se développer dans ces régions ainsi que le tourisme et les stations thermales et climatiques peuvent enrichir cette population. Mais pour cela des améliorations systématiques poursuivies pendant plusieurs années et d'après un plan bien établi sont nécessaires.

Il paraît que dans la Direction du travail obligatoire on ne se rend compte de tout cela que d'une manière assez vague. L'utilisation des troudovaks « réguliers » porte le caractère de quelque chose de dé-

sordonné et d'occasionnel. Les améliorations locales entreprises par les communes avec les moyens fournis par le travail obligatoire « temporaire » ne font partie d'aucun plan général et dans cette anarchie beaucoup d'efforts précieux sont perdus inutilement.

*
* *

L'influence économique du travail obligatoire peut se manifester encore par l'enseignement professionnel qu'il se propose de fournir à la population. Néanmoins, dans la pratique bulgare il ne paraît pas que les résultats dans ce sens soient très sensibles. D'abord on ne tient compte ni des inclinations individuelles des troudevaks, ni des conditions économiques et naturelles des différentes régions. Ensuite, la durée de service de travail obligatoire est tout à fait insuffisante pour qu'un enseignement systématique soit organisé.

VI. LE TRAVAIL OBLIGATOIRE AU POINT DE VUE SOCIAL.

A côté des avantages économiques, le gouvernement bulgare se proposait d'atteindre, par le travail obligatoire, des résultats très importants au point de vue social. Dans son discours du 27 mai 1920 devant la Chambre (Sobranié) M. Stamboliïsky insista surtout sur le but éducatif du travail obligatoire et sur son influence de nivellement des différentes classes de la société. Dans sa petite brochure, M. Stoyanoff définit ainsi les buts sociaux du travail obligatoire. « Arriver à réunir, égaliser et concilier au moyen du « travail commun, les citoyens de toutes les classes sociales, de toutes les professions et de tous les partis. » Et plus loin : « Par le travail obligatoire et « gratuit, dans l'intérêt du bien général, d'entretenir « en éveil le sentiment du devoir dans l'âme de tous « les citoyens et de toutes les citoyennes envers la « Mère Bulgarie. »

Est-ce que vraiment le travail obligatoire présente une base solide pour le développement de la solidarité sociale ? Cette question ne peut recevoir qu'une réponse négative. Le système bulgare a la tendance nettement marquée de souligner l'inégalité des différentes classes. La situation du redevable riche qui peut se racheter en argent, et la situation du redeva-

ble pauvre, obligé de travailler, ne sont guère semblables.

Sur ceux qui ne peuvent se racheter, l'obligation de travailler ne pèse pas également. Pour le paysan, l'argent que représente sa prestation a infiniment plus de valeur que la prestation elle-même ; il en est plus avare de son travail. Et il aime d'autant mieux fournir ce dernier que les prestations s'exécutent aux époques de l'année où les travaux des champs lui laissent de longs loisirs (1). Pour lui, le travail n'est pas gênant, parce qu'il est habitué aux travaux physiques et parce que, pendant la période de travail obligatoire, il a des ressources pour son existence.

Les ouvriers des villes et les petits employés sont obligés souvent d'exécuter des travaux (ordinairement de travailler à l'entretien des routes) dont ils n'ont pas l'habitude. D'autre part, privée de leurs ressources ordinaires pendant la durée d'un travail obligatoire, ils passent une véritable crise économique et laissent leur famille dans la misère.

Enfin, les bourgeois qui ne peuvent se racheter (fonctionnaires, commerçants, professions dites « libérales »), se trouvent également dans une situation pénible parce qu'ils sont complètement incapables de se livrer aux travaux qu'on exige d'eux. Déjà les premières expériences avec le travail obligatoire « provisoire » dans les villes ont démontré l'improductivité des citadins et également les difficultés et les

1. SEGALAT. — L'impôt des prestations, p. 356.

dangers que présente le travail obligatoire pour ces hommes efféminés.

*
**

Au point de vue social le travail obligatoire peut exercer une influence très grande dans le domaine des luttes sociales à base économique. Comme les socialistes l'avaient remarqué dès le moment de la création de l'institution, les troulovaks peuvent jouer le rôle de « briseurs de grèves ». A chaque instant le gouvernement peut s'en servir pour intervenir contre les grévistes et surtout contre ses propres fonctionnaires quand ils menacent d'une grève la vie normale du pays.

Jusqu'à présent il est vrai, le gouvernement n'a pas essayé d'employer ni même de préparer les troulovaks pour une lutte contre les grèves. Néanmoins, une arme puissante se trouve aujourd'hui dans les mains du gouvernement et il peut l'employer quand bon lui semblera. En cas de grève, surtout dans les services publics, le gouvernement peut convoquer pour le travail « temporaire » de 21 jours chaque individu âgé de 20 à 40, même à 50 ans (art. 1 et 4 de la loi du 9 novembre 1921), et naturellement les grévistes eux-mêmes. Les troulovaks « réguliers » peuvent aussi être employés dans cette lutte contre les grévistes. Donc, grâce au travail obligatoire, le gouvernement bulgare obtient la possibilité d'intervenir dans les luttes sociales avec une arme redoutable en faveur de ceux qu'il veut protéger.

Quant à l'influence éducatrice du travail obligatoire sur la jeunesse, dans un sens patriotique, il faut reconnaître que vraiment les bons résultats ne sont pas impossibles. Le travail obligatoire reste en Bulgarie après l'abolition du service militaire obligatoire le moyen unique de développer chez la jeunesse l'amour envers la patrie et le sentiment des liens qui rattachent l'individu à la collectivité.

Le sentiment patriotique n'est pas toujours un sentiment belliqueux. Un peuple, même profondément pacifiste, a besoin d'une cohésion sociale et d'un sentiment national pour contribuer avec ses qualités particulières au développement et à l'enrichissement de la civilisation humaine.

VII. LE TRAVAIL OBLIGATOIRE AU POINT DE VUE POLITIQUE.

Au point de vue politique, le travail obligatoire se présente comme une très grave atteinte à la liberté de l'individu. On se demande si vraiment l'Etat a le droit d'aller jusqu'à la contrainte de l'individu en exigeant de lui, à côté de tous les autres services, un travail dans lequel, malgré tout, on voit quelque chose d'humiliant et de dégradant.

Ainsi la législation bulgare sur le travail obligatoire pose devant nous le grand problème des relations entre l'individu et la société. La doctrine individualiste, on le sait, se trouve en conflit implacable avec la doctrine socialiste. Néanmoins, le problème peut être résolu si l'on part, non point de concept à priori l'homme abstrait et isolé, mais de cette réalité, l'homme social, l'homme élément d'une collectivité. Le but du droit doit consister à réglementer les relations humaines dans le sens qui sera le plus favorable au développement et au progrès du groupe humain pour lequel il est fait.

Les libertés individuelles doivent être appréciées de ce point de vue. Comme le dit M. Léon Bourgeois : « Le groupe ne subsiste et ne se développe que si chacun des individus qui le composent se développe lui-même, jouit de sa pleine activité, agit sur le

monde extérieur dans la plénitude de ses facultés (1).

Le travail obligatoire bulgare s'éloigne sensiblement de cette base de conciliation entre les conceptions individualistes et les conceptions socialistes. Elle développe les conceptions socialistes dans un état dont la constitution est purement individualiste. M.Stamboliïsky parlant sur le projet de loi sur la prestation du travail, le 27 mai 1920, a déclaré : « La grande tâche de ce projet de loi est de vous préparer vous tous pour le régime bolcheviste, de vous préparer en vue d'un nouveau mode d'existence existence par le travail et non seulement par le travail intellectuel, mais aussi par le travail manuel. »

Comme on le voit, le travail obligatoire bulgare fait apparaître les grandes contradictions internes qui caractérisent le programme et l'activité du gouvernement agrarien. Le grand problème de caractère fondamental du pouvoir public et des transformations de ce dernier sous l'influence des nouvelles institutions comme celle du travail obligatoire ne semble pas être très clair pour les gouvernants bulgares. Ils ne poursuivent que des buts purement pratiques sans toujours se préoccuper de l'évolution politique qu'ils préparent pour l'Etat dans un sens tout à fait opposé aux principes démocratiques et constituant les bases de la Constitution bulgare.

1. CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit civil, 1912, p. 13 et 14.

CONCLUSION

Nous avons constaté qu'au point de vue économique et au point de vue social, le système du travail obligatoire bulgare ne peut toujours fournir les résultats qu'on attend de lui. Au point de vue politique nous venons de constater qu'il est en contradiction avec le caractère essentiel de l'Etat bulgare.

Cependant toutes ces considérations doivent être abandonnées quand on se rend compte de la situation économique et politique actuelle de la Bulgarie. Le traité de Neuilly mit en jeu l'existence même de la nation bulgare (1). Mais ce peuple si jeune et si vigoureux sent qu'il a le droit de vivre malgré les graves fautes politiques commises dans le passé par ses dirigeants. Et avec ce sentiment naturel, il cherche à trouver des moyens pour sortir de cette situation pénible.

Un de ces moyens, presque désespérés, est le travail obligatoire. Mesure extraordinaire, cette institution doit être envisagée comme le fruit des conditions extraordinaires et anormales de la vie politique et économique bulgare. Elle ne durera que pendant la durée de la situation créée après la guerre.

Son existence s'appuie uniquement sur la vieille mais toujours jeune maxime : *Salus populi suprema lex esto*.

1. LEON LAMOUCHE. — Le traité de paix avec la Bulgarie.
Revue Politique et Parlementaire, n° 302, 10 janvier 1920.

BIBLIOGRAPHIE

- Demangeon.* — La Bulgarie. Annales de géographie. 15 novembre 1920.
- Léon Lamouche.* — La Bulgarie. Chez Rieder et C^o, Paris, 1923.
- Léon Lamouche.* — Le Traité de paix avec la Bulgarie. Revue Politique et parlementaire, n^o 302, janvier 1920.
- D. Lengelé.* — La Bulgarie économique, ses relations avec la France. Thèse pour le doctorat. Paris 1921
- Marcel Heroïn.* — Les impôts directs en Bulgarie depuis l'affranchissement jusqu'en 1922. Thèse pour le doctorat. Paris 1923. Les Presses Universitaires de France.
- P. Gentizon.* — Correspondances de Bulgarie ; La dictature des paysans. Revue de France, novembre et décembre 1921, 15 mars 1923.
- Louis Brun.* — Le cas Bulgare. Revue de Paris du 1^{er} septembre 1920, n^o 17.
- Popoff K. G.* — La Bulgarie économique 1879-1911, Sofia 1920.
- Iranoff.* — La Bulgarie économique. Berne 1919.
- Wlakhoff D.* — La situation économique de la Bulgarie, Varna 1920.
- La Bulgarie.* — Numéro spécial de la Vie Technique et industrielle, Paris, mars 1921.

*
* *

- Max Lazard.* — Le service obligatoire de travail en Bulgarie.

Bureau International du Travail. — Genève. La loi Bulgare sur le travail obligatoire. Etudes et documents, série C., n° 3.

Léon Lamouche. — La prestation du travail en Bulgarie. Revue Politique et Parlementaire, n° 322, 10 septembre 1921 p. 351.

Antoine de Tarle. — Le travail forcé en Bulgarie et l'opinion allemande. L'Opinion n° 14, 2 avril 1921, p. 381.

P. Petkov. — Une loi nouvelle sur la conscription du travail. Revue d'Economie Politique, n° 2, mars-avril 1921.

Ch Stoyanoff (directeur général du travail obligatoire). — Le travail obligatoire en Bulgarie, exposé populaire, Sofia.

Le travail obligatoire en Bulgarie. Le Monde Illustré du 25 novembre 1922.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	5
1) La situation politique et économique en Bulgarie au moment du vote de la loi sur le travail obligatoire	13
2) La législation bulgare sur le travail obliga- toire	37
3) La pratique du travail obligatoire en Bul- garie	55
4) Considérations sur la nature juridique du travail obligatoire	65
5) Considérations sur la valeur économique du travail obligatoire	81
6) Le travail obligatoire au point de vue social	95
8) Conclusion	101
7) Le travail obligatoire au point de vue poli- tique	99
Bibliographie	103

Vu : *Le Doyen,* Vu : *Le Président de la thèse.*
H. BERTHELEMY EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

